

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 427 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire:
5FF, 30FB, 3FS, 3000LI, 50p
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire:
25FF, 140FB, 10FS, 5000LI

- Il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl: 10FF, 40FB, 5FS, 2000LI
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 427
Juin-juillet-Août 1994
31^e année

DANS CE NUMERO

- Derrière le «Secours Ouvrier à la Bosnie», le parti-prise en faveur d'un camp bourgeois
- Un soutien ouvert aux forces serbes
- Afrique du Sud: De l'Apartheid à l'Union Nationale
- Où en est la crise capitaliste mondiale? (2)
- Correspondance: La santé gagnée par le capitalisme
- Le congrès de la LCR, ou le résultat de la dégénérescence du trotskisme

Enième représentation du cirque électoral

La dernière représentation du cirque électoral a été malgré tout un succès; un peu plus de la moitié des électeurs s'est déplacée pour accomplir son «devoir électoral», soit 5% d'électeurs en plus par rapport aux dernières européennes: le cirque électoral fait davantage recette que les séances du cinéma en recul constant...

Il n'y a pas motif à plaisanter: le fait que la participation électorale augmente lors d'une élection où la plupart des votants savent que l'Assemblée qu'ils élisent n'a aucun pouvoir, témoigne du profond enracinement des réflexes inculqués par la démocratie parlementaire bourgeoise. Les électeurs voient dans ces «consultations» le moyen de «s'exprimer»; chaque voix compte d'un même poids, que cela soit la voix d'un patron ou celle d'un ouvrier, la voix d'un milliardaire ou celle d'un RMiste. Et même quand la désillusion touche les partis et les politiciens «tous pourris», le mécanisme démocratique, cet antidote permanent à la lutte de classe, résiste et reste incontesté. Il suffit de se tourner vers d'autres partis ou d'autres hommes politiques apparemment différents ou moins usés. Sur le marché politique il devient de plus en plus facile de lancer de nouvelles marchandises avec les méthodes éprouvées de la publicité moderne: Berlusconi l'a montré en Italie. Nul doute que sa campagne va devenir un cas d'école, étudié et copié dans tous les instituts politiques et les officines de propagande de tous les grands partis politiques d'Europe et au-delà. C'est la transposition des méthodes américaines qui sont rodées à «vendre» les politiciens comme on vend des savonnettes, à coups de spots publicitaires.

Pour des raisons historiques de rapports de force différents entre les classes, cette transposition ne peut pourtant aller jusqu'au bout. Le contrôle social et politique sur la classe ouvrière

(Suite en page 2)

Impérialisme français, Hors d'Afrique et du Rwanda!

Il est assez courant de lire dans la presse qui s'intéresse au sujet que c'en est fini des relations franco-africaines sur le mode traditionnel, qu'il faut mettre en place une «nouvelle coopération» débarrassées des «paternalismes néo-coloniaux», en venir à des relations normales d'Etats à Etats au lieu des liens de dominations hérités du passé, etc.

Nous avons souvent combattu dans ces colonnes l'idée que les pratiques néo-coloniales françaises ne seraient qu'un résidu archaïque d'un passé en voie de disparition. Cette sous-estimation de l'emprise française sur une partie de l'Afrique se transforme bien vite en une complicité tacite

L'ampleur des massacres actuels et leur médiatisation (2) rendent impossible la politique du silence. Les méfaits passés de l'impérialisme français ont inévitablement fait surface y compris dans la grande presse, bien obligée d'en parler, mais qui en profite pour jouer les moralistes (3)!

L'intervention militaire française en cours au moment où nous écrivons se ressent de cette situation: il faut dissiper les soupçons et faire adhérer la population. L'alibi humanitaire et son fameux droit d'ingérence ont donc été mis à contribution (en s'appuyant aussi indirectement sur les campagnes proprement militaires qui se sont succédées à propos de la Bosnie). Sur le plan diplomatique la France a réussi à obtenir le mandat de l'ONU (un pays comme le Nigéria qui s'est récemment frotté à l'impérialisme français pour un pro-

blème de frontière avec le Cameroun n'a pas osé s'y opposer en raison du fait qu'il est lui-même engagé dans une opération similaire au Libéria où la France joue un rôle non négligeable) et l'aval plus ou moins réticent des Etats de la CEE et de l'OUA. Sur le terrain la propagande de l'armée bat son plein chaque jour, les télévisions diffusent des images de soldats français secourant des religieuses, organisant des messes pour les réfugiés affamés, ou recevant l'accueil enthousiaste des populations.

Les légionnaires français se sentent-ils transformés en de paisibles enfants de chœur? Evidemment pas. Il est bon d'abord de rappeler que ce sont les mêmes qui à deux reprises sont venus épauler l'armée gouvernementale et briser l'avance des rebelles. Nous n'y reviendrons pas ici, sauf pour si-

avec l'impérialisme derrière le sentiment que «l'influence» française est quasiment naturelle, voire - pourquoi pas? - plutôt une bonne chose.

Si tous les prétendus révolutionnaires ne vont pas jusque-là, force est bien de constater que la lutte contre les méfaits de leur propre impérialisme n'est pas le cadet de leur soucis. Même ceux qui autrefois faisaient dans l'anti-impérialisme tapageur (surtout quand c'est l'impérialisme des autres) sont bien silencieux quand il s'agit de l'Afrique (1). Les précédentes interventions françaises au Rwanda étaient ainsi passées inaperçues.

gnaler qu'il est maintenant avéré que ce sont des instructeurs militaires français qui ont formé les escadrons de la mort du régime et ont permis les premiers massacres ethniques de masse (4). Nous écrivions dans le dernier numéro du «prolétaire» que nous ne serions pas étonnés si l'on venait à apprendre dans quelques mois ou quelques années que la résistance des soldats gouvernementaux dans la bataille de Kigali était due à un discret soutien français; il n'aura fallu attendre que quelques semaines pour que file l'information selon laquelle des avions fournissaient régulièrement des armes aux gouvernementaux à partir du Zaïre. «Libération» qui rapportait cette information, écrivait que si les «expatriés» locaux attribuaient ce soutien à

(Suite en page 2)

Lénine sur le chemin de la révolution

Le soixante-dixième anniversaire de la mort de Lénine (21 janvier 1924) a eu lieu dans une ambiance différente de ceux des décennies précédentes. Finies les commémorations officielles, les distributions de médailles et l'érection de statues monumentales à son effigie dans la «patrie du socialisme».

La vieille taupe qui, selon l'image de Marx, creuse sans cesse les galeries de l'histoire, a fini par faire écrouler l'édifice verrouillé du «léninisme» officiel. Cet édifice avait commencé à être élaboré dès la mort de Lénine, alors que commençait à dégénérer à vive allure l'Etat né de la révolution russe et le mouvement communiste international. La victoire de la contre-révolution transforma cet édifice en chape de plomb pour paralyser le prolétariat et le soumettre aux exigences du monstre Capital, en Union Soviétique comme dans le reste du monde. Les fossoyeurs de la révolution prolétarienne avaient réussi non seulement à momifier le cadavre de Lénine (et à organiser autour de cette dépouille un culte obscène), mais également à travestir le marxisme et à mettre en pièces tout le programme du communisme. Leurs héritiers ont aujourd'hui tourné

Il me faut faire d'abord deux précisions: je ne me propose pas de suivre ici le modèle des commémorations officielles et je ne ferai pas une biographie de Lénine ni ne raconterai une série d'anecdotes à son sujet. Je vais essayer de retracer d'un point de vue historique et critique marxiste la figure et le rôle de Lénine dans le mouvement d'éman-

ciation révolutionnaire de la classe laborieuse mondiale: ces synthèses ne sont possibles qu'en envisageant les faits avec une ample perspective générale et non pas en descendant au niveau du particulier, de caractère analytique, journalistique, voire cancanier et insignifiant. Je ne crois pas que ce qui me donne le droit de parler de Lénine sur

la page, jeté bas les masques qu'avaient dû revêtir la contre-révolution pour s'imposer et remplacé les effigies de Lénine par celles du dieu dollar. Tant mieux! Ceux qui gémissent devant la fermeture du musée Lénine ou qui protestent devant la fermeture de son mausolée regrettent non ce que Lénine a réellement représenté - l'inspirateur et dirigeant de la révolution prolétarienne mondiale - mais ce qu'en a fait la contre-révolution dite stalinienne: l'inventeur génial de voies nouvelles pour sortir du sous-développement, le chef d'une révolution nationale, le constructeur d'une superpuissance impérialiste.

Pour rappeler ce que fut réellement Lénine et comprendre les enseignements qu'il représente pour le présent et l'avenir de la lutte prolétarienne, nous ne pourrions mieux faire que de reproduire la conférence prononcée par Amadeo Bordiga le 24 février 1924 à la Maison du Peuple de Rome. Ce texte a été publié pour la première fois en français dans notre revue «Programme Communiste» n°12 (juillet-sept. 1960) et des extraits ont été republiés à différentes reprises sur ce journal [Les intertitres sont de la rédaction].

mandat de mon parti, ce soit le fait d'être «l'homme qui a vu Lénine» ou qui a eu la chance de lui parler; c'est le fait d'avoir participé, depuis le moment où j'ai été un des militants de la cause prolétarienne, à la lutte pour les principes mêmes que Lénine personni-

(Suite en page 6)

Enième représentation du cirque électoral

(Suite de la page 1)

exige que les prolétaires se reconnaissent dans des partis, des organisations ou des hommes politiques défendant leurs intérêts ou au moins «proches d'eux», alors que les couches petites bourgeoises par principe sont attirées par des organisations ou des politiciens qui se prétendent au dessus des classes et soucieux du seul «intérêt général».

Le cirque électoral doit encore présenter, de façon bien sûr fictive et déformée, le spectacle de l'affrontement entre blocs sociaux s'il veut être crédible et susciter l'adhésion. Sa fonction consiste en effet à éviter autant que faire se peut, que les prolétaires cessent de rester spectateurs d'une représentation par trop artificielle et théâtrale, et se résolvent à devenir eux-mêmes les acteurs d'un affrontement réel.

C'est l'opposition droite-gauche qui sert de succédané à la lutte des classes lors des innombrables élections qui

mobilisent les travailleurs sur ce terrain truqué, et donc les **démobilisent** sur le terrain réel mais plus difficilement praticable et qui demande incomparablement plus d'énergie, le terrain de la lutte prolétarienne, de sa préparation et de son organisation.

Les élections européennes ont montré au PS qu'il se fourvoyait; la ligne Rocard et son «parler vrai» qui consiste à répéter tels quels les mensonges bourgeois, a fait l'effet d'un repoussoir sur les électeurs. La démagogie sans complexe d'un Tapie a été beaucoup plus attirante pour les électeurs du PS, séduits en outre par un personnage qui incarne leurs rêves d'ascension sociale rapide, y compris dans son manque total de scrupules...

Pour contrer la concurrence de Tapie le PS a donc décidé de donner un «coup de barre à gauche». Pour effectuer ce tournant il n'a pu mieux trouver qu'un conseiller financier des Etablissements Rotschild, l'ancien trésorier

du PS Emmanuelli, responsable à ce titre du recours au racket et à la corruption pour financer ce parti! Les dignitaires du PS auront cependant du pain sur la planche pour faire pièce à la notoriété du flambeur Tapie et à sa démagogie flamboyante. N'a-t-il pas repris à son compte l'idée de résoudre le problème du chômage en le rendant anti-constitutionnel ou illégal, idée géniale dont, si nous ne nous trompons pas, la paternité revient aux trotskystes du PCI (maintenant: PT) en 1981? L'ancien dirigeant de la LCR Weber, stratège de la nomination d'Emmanuelli (selon lui «héros plébéien») au secrétariat du PS, a encore du travail. Peut-être devrait-il débaucher d'anciens collègues? Certains semblent prêts à sauter le pas (voir l'article sur la LCR): le lien entre trotskysme et social-démocratie, et de façon générale entre «gauchistes» et agents directs de la bourgeoisie, est plus solide que jamais. Et c'est bien pourquoi cette dite «extrême gauche» s'échine à servir de faire-valoir dans toutes les représentations du cirque électoral, persuadée, même lorsqu'elle jure le contraire (cas de L.O.) que la participation aux élections est la forme essentielle d'action politique.

Le jour où sous la pression de l'aggravation des contradictions sociales les prolétaires seront poussés à s'engager dans la voie de l'action directe et à se poser le problème de la **politique prolétarienne révolutionnaire**, ce jour là le cirque électoral et tout l'arsenal démocratique montreront aux yeux des masses les plus larges toute leur fausseté: ils laisseront la place à la force brutale et sans fards de l'Etat bourgeois et ses bandes armées. C'est cette force qu'il faudra affronter et vaincre, ou se résigner à l'esclavage salarié perpétuel, rythmé par les monstrueuses saignées des guerres à répétitions et les ravages du mode de production capitaliste.

La dénonciation du cirque électoral et du mensonge démocratique qui le sous-tend est un devoir permanent pour les communistes révolutionnaires dans le cadre de leur combat - aujourd'hui principalement «propagandiste» ou «idéologique» par la force des choses, mais qui est appelé à devenir dans le futur plus directement politique et organisatif, et enfin militaire - contre la Bourgeoisie, son Etat et tous ses agents.

Qui a renoncé à cette dénonciation est passé dans le camp ennemi.

Impérialisme français, Hors d'Afrique et du Rwanda!

(Suite de la page 1)

la France, il n'y avait aucune «preuve» à cela ...

La preuve, elle est venue de façon indirecte avec cette intervention «humanitaire» relativement peu nombreuse en hommes, mais lourdement armée pour la région: blindés légers, armement anti-char, hélicoptères et avions de combat, etc... Même si le regain militaire des gouvernementaux n'est dû, comme le disent les médias qu'à une amélioration du moral de ces soldats à l'annonce de la venue des français, même si, loin des gentils soldats en tournées humanitaires devant les caméras, il n'y a pas d'autres spécialistes et conseillers militaires occupés à des missions moins publiques, même si donc pour une fois l'impérialisme français pouvait être crû sur parole, même dans ce cas à notre avis bien improbable, la seule présence de cette force militaire suffirait à donner une bouffée d'oxygène aux forces gouvernementales, à garantir leurs lignes de ravitaillement vitales avec le Zaïre et à stopper la poussée des rebelles du FPR. L'intervention «humanitaire» est donc bel et bien un soutien militaire du gouvernement rwandais.

QUE FAIT L'IMPERIALISME FRANCAIS DANS LES COLLINES RWANDAISES?

Les raisons de l'impérialisme français paraissent difficiles à trouver pour beaucoup. C'est ainsi que dans la presse internationale on explique sans rire l'intervention militaire tricolore soit par l'impact des images de la télé sur l'opinion publique, soit par le désir de défendre la langue française (les cadres du FPR, après avoir passé de longues années en Ouganda, seraient devenus anglophones)!

La presse de l'ancien colonisateur belge est plus perspicace en parlant du risque qu'un Rwanda dirigé par le FPR échappe au «*pré carré français pour choisir un certain non-alignement*», soulignant les conséquences pour le Zaïre (4). Sauf qu'elle oublie de préciser que la Belgique joue plutôt la carte du FPR et que la rivalité belgo-française est probablement aussi vive au Rwanda qu'au Zaïre.

En fait pour les stratégies militaires de l'impérialisme français le Rwanda occupe une place stratégique, alors qu'*«une instabilité de plus en plus préoccupante caractérise l'évolution politico-militaire de l'Afrique centrale»*, constate l'organe officieux du militarisme français (5) qui estime en outre que: *«si l'accumulation des facteurs d'instabilité en Afrique centrale se manifeste par une aggravation des situations politiques intérieures, on constate en tout cas dans l'ensemble de la région que les risques de conflits inter-étatiques sont moins grands et manifestement mieux contrôlés diplomatiquement»*.

Pour répondre aux troubles intérieurs, un **contrôle militaire** est nécessaire. C'est dans cette optique que le nouveau *«livre blanc de la défense»* rendu public ces derniers temps prévoyait explicitement des actions militaires à l'extérieur des frontières hexagonales. L'intervention au Rwanda correspond point par point à l'un de ces scénarios dits de *«maintien de la paix»* (lire: de maintien de l'ordre impérialiste derrière un alibi pacifique) selon «Le Monde».

Ce n'est donc pas pour les richesses très relatives du Rwanda que l'impérialisme français intervient, ni par amitié pour la famille Habyarimana, mais pour défendre la stabilité de l'ordre impérialiste et bien sûr sa propre place privilégiée dans toute la région. Une victoire du FPR, ou la poursuite prolongée de la guerre ébranlerait le Burundi voisin et surtout risquerait de déstabiliser encore plus le Zaïre. C'est ouvertement pour des raisons de «stabilité» que l'impérialisme français est partisan du maintien au pouvoir dans ce pays du clan Mobutu (au moins tant qu'il est capable de se conserver la fidélité de sa garde prétorienne, les seules troupes vraiment sûres) et qu'il a donc appuyé le ralliement à celui-ci d'une partie de l'opposition et la nomination du premier ministre Kengo Wa Dondo, contre «l'homme des belges» Tshisekedi, appuyé par les américains...

Comme toujours l'Afrique est un terrain d'affrontement entre les divers impérialismes - ce qui ne doit pas nous faire oublier que tous ces impérialismes concurrents se retrouvent unis comme un seul homme quand l'irrup-

tion des masses déshéritées menace vraiment les bases de la domination impérialiste.

Dans les collines du Rwanda, l'impérialisme français défend son «droit» à dominer une partie du monde et à exploiter les masses laborieuses de la région en n'hésitant pas à jouer au pompiers des incendies qu'il a lui-même provoqués. La bourgeoisie française a sur les mains le sang des victimes rwandaises et aucune simagré humanitaire ne pourra le faire oublier.

Il reviendra aux prolétaires d'ici de lui faire payer ce crime comme tous les autres.

A BAS L'IMPERIALISME !

(1) Nous ne faisons pas allusion à un groupe comme «SOS racisme» qui s'interdisait autrefois toute critique de l'impérialisme français (selon les «recommandations» de leurs sponsors du PS) et qui essaye aujourd'hui de retrouver un peu de lustre dans l'affaire rwandaise.

(2) Les agences de presse sont allées parler de 600.000 morts en quelques jours, chiffres repris sans sourciller par tous les journalistes! Le chiffre de 200.000 morts avancés pour les massacres au Burundi quelques mois auparavant est tout aussi invérifiable. Mais ce qui est sûr c'est que les tueries en masse et les pogroms ont été instaurés comme une méthode de gouvernement par la clique au pouvoir et ses conseillers français.

(3) On peut en trouver un exemple dans un éditorial d'«Ouest-France» du 24 mai dernier, intitulé *«Nous savions»*, qui suivant la méthode jésuitique traditionnelle veut diluer la responsabilité en la faisant retomber sur chaque français; mais «Vous» qui saviez, vous qui faites «l'opinion publique», c'est vous les complices des forfaits commis par vos maîtres bourgeois et leurs hommes de main.

(4) Cf l'article du «Soir» reproduit dans «Courrier International» du 30 juin. Le même quotidien avait accusé les services secrets français d'être les auteurs de l'attentat contre Habyarimana que les autorités locales ont attribué aux belges. La réponse des services secrets français a été donnée par le «Canard enchaîné» (qui devient de plus en

plus un porte-parole des barbouzes français - conditions sans doute pour avoir accès à des informations), tandis que «Le Monde» a donné longuement la parole à une officine dépendant de l'Elysée, parallèle aux services parallèles: selon eux les français sont innocents et ce serait plutôt les belges ou d'autres services secrets qui auraient voulu torpiller les accords passés entre le gouvernement et le FPR sous l'égide de la France ...

(5) Cf «Défense Nationale», juin 1994.

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :

Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

POUR LA SUISSE :

Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne

POUR L'ITALIE :

Il Comunka, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 LI. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 LI. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 LI / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 LI / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunka», le numéro: 2000 LI / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 LI / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 LI / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 LI / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 LI / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.

Derrière le "Secours Ouvrier à la Bosnie", Le parti-pris en faveur d'un camp bourgeois.

Le «Secours Ouvrier pour la Bosnie» («Workers Aid for Bosnia») est à première vue une initiative intéressante car elle affirme une position indépendante des Etats et de l'ONU, pour la solidarité directe des travailleurs par delà les frontières nationales. Un convoi de camions emportant de l'aide humanitaire est parti symboliquement des environs de l'usine Timex de Dundee (Ecosse), théâtre d'une longue lutte malheureusement battue et dont le comité de grève fait partie du comité de parrainage du Workers Aid, à direction de Tuzla, une région de Bosnie septentrionale à forte concentration prolétarienne qui a été encore relativement peu touchée par les déchirements «inter-ethniques». Les organisateurs présentent ce convoi comme une réponse de classe à la solidarité qu'avait manifestée les mineurs de cette région aux mineurs britanniques lors de leur grande grève d'il y a dix ans. C'est en ce sens que lors de son passage en Italie nous avons signalé cette initiative dont nous venions d'apprendre l'existence comme un «exemple de solidarité prolétarienne» tout en n'excluant pas que «cette initiative soit manipulée par des organisations réformistes et pacifistes en fonction d'une intervention des puissances européennes pour pacifier l'ex-Yougoslavie» (1).

Il apparaît aujourd'hui à l'évidence que cette initiative est bel et bien une manipulation qui détourne les sentiments spontanés de révolte contre les atrocités et de solidarité avec ceux qui en sont victimes, vers des objectifs de soutien à un Etat bourgeois contre d'autres. Ses mots d'ordre centraux sont actuellement l'«ouverture de la route du nord» qui relie les régions bosniaques sous contrôle du gouvernement de Sarajevo à la Croatie et la «levée de l'embargo sur les armes». La revendication de l'ouverture de la route du nord est justifiée par des raisons humanitaires car cela raccourcirait la distance à couvrir par les convois et d'autre part cela permettrait de faire passer des camions à fort tonnage. Une telle revendication paraît bien anodine, mais il faut savoir ce qu'elle signifie en réalité. Cette route du nord passe en effet par un district sous contrôle serbe qui a une importance stratégique décisive puisqu'il relie la Krajina - région de Croatie sous contrôle serbe - aux régions serbes de Bosnie et à la Serbie elle-même. «Ouvrir la route du nord» signifie donc déloger les forces serbes qui y sont présentes, couper les voies de ravitaillement de la Krajina qui, définitivement encerclée, ne pourrait plus guère résister aux forces croates. C'est bien pourquoi non seulement les gouvernements croates et bosniaques soutiennent cette revendication «humanitaire», mais encore ils se sont préparés et continuent à se préparer à une offensive militaire sur cette région; déjà quelques escarmouches (pilonnages d'artillerie) ont eu lieu et les experts militaires de l'ONU s'attendent à un déclenchement des opérations dans les semaines qui viennent, dès que la trêve actuelle aura permis le renforcement des positions militaires.

Workers Aid écrit: «En accord avec les municipalités de Tuzla et de 18 autres localités de la région, le Secours Ouvrier a engagé une bataille pour faire ouvrir la route du Nord entre Orasje (à la frontière croate) et Tuzla, et ainsi forcer le blocus» (2), mais il oublie de dire que ce faisant il s'engage bel et bien, malgré ses proclamations anti-nationalistes, comme supplétif et

caution humanitaire, dans la bataille sanglante et acharnée que se livrent les différents camps bourgeois dans l'ex-Yougoslavie.

Nous en trouvons la confirmation à la lecture des positions du groupe trotskyste anglais Workers Revolutionary Party qui est le véritable promoteur de Workers Aid et qui dit l'avoir conçu comme un moyen de «reconstruire la IVe Internationale» (3). Dans la revue de son regroupement international, «The International», le WRP explicite ses positions et polémique contre ceux qui critiquent son soutien au gouvernement bosniaque. Bien qu'il se gargarise de ses prétentions à reconstituer le mouvement de la classe ouvrière et le parti révolutionnaire prolétarien, bien qu'il cite Lénine, le WRP ne va pas au delà de raisonnements embrouillés et contradictoires sur la base des principes bourgeois, pour en arriver en gros à ceci: dans l'ex-Yougoslavie il y a un gouvernement quasi-fasciste - le gouvernement serbe - qui mène une brutale guerre d'agression contre des gouvernements démocratiquement élus en Croatie et en Bosnie. Il faut donc soutenir ces derniers contre le premier au nom de la défense de la démocratie et de la défense des agressés contre les agresseurs, et l'enjeu est énorme:

«Nous devons faire tous nos efforts pour amener les syndicats à faire face à la réalité, qui est: les ressources accumulées par des générations d'ouvriers doivent être maintenant déployées dans cette première d'une grande série de batailles de classes qui décideront du sort de la classe ouvrière d'Europe pour des décennies. Ce n'est pas une exagération, pas davantage que c'était une exagération il y a 60 ans de voir dans la lutte pour arrêter le fascisme en Allemagne et en Espagne un combat qui concernait le destin de millions et de millions de personnes à l'échelle internationale et pas seulement dans ces pays» ...

Selon les trotskystes du WRP, il y a eu une révolution en Yougoslavie lors de la guerre des partisans: «Le mouvement des partisans était une guerre de libération à la fois des Croates, Slovènes, Macédoniens, etc., contre la domination serbe; des Serbes bosniaques et croates contre les oustachis et de toutes les nations contre leurs propres fascistes. (...) Le caractère multinational du mouvement des partisans est reflété dans la nature de la Yougoslavie créée par les communistes [sic] entre 43 et 45. Ce qui avait été un Etat unitaire, dominé par les Serbes, laissa la place à une fédération multinationale. (...) En fait comme nous avons vu la dissolution de l'Etat yougoslave a commencé avec la révolution de 1941-45.

De plus chaque nouvelle Constitution promulguée entre 1946 et 1974 a accordé un degré chaque fois plus grand de souveraineté politique et économique aux républiques. La période de domination communiste a été ainsi le témoin de l'évolution rapide du pays d'un Etat centralisé vers une confédération lâche, jusqu'en 1980 sous les auspices de Tito. Les raisons en étaient économiques et politiques: au fur et à mesure que les économies de la Slovénie et de la Croatie se développaient et que la menace d'une invasion de l'Occident [!] ou de l'URSS diminuait, les castes [sic] dominantes de ces républiques voyaient d'une façon croissante dans l'Etat yougoslave et sa bureaucratie une entrave au développement de leur industrie. Elles se mirent ainsi

en mouvement pour compléter leurs révolutions nationales commencées en 1941-1945. (...) En 1989-1991, sous la pression de leur propre classe ouvrière [!] à l'intérieur, et à l'extérieur de la tentative Serbe contre-révolutionnaire de recentralisation, les dirigeants de la Croatie tentèrent enfin de terminer le travail. La même chose peut être dite non seulement pour la Slovénie, mais pour la Bosnie et la Macédoine également.

La révolution de 1941-1945 créa une fédération de nations-Etats sous un régime de modernisation [sic]; la révolution de 1989-1991 aurait créé une confédération ou un commonwealth de nations-Etats indépendantes sous des démocraties bourgeoises modernisantes, si ses acquis n'avaient pas été largement détruits par la contre-révolution de Milosevitch».

Après avoir ainsi qualifié de révolutionnaires les classes dirigeantes des républiques sécessionnistes, nos défenseurs de la modernisation démocrate bourgeoise affirment en résumé que «ce n'est pas la désintégration de la Yougoslavie qui a causé le bain de sang en Bosnie aujourd'hui, mais la tentative de la Serbie de prévenir cette désintégration par des moyens militaires. Comme le refus des droits d'une nationalité conduit à l'oppression d'autres nationalités [?], un mouvement socialiste dans l'ancienne Yougoslavie ne peut être effectif que s'il soutient en même temps les droits de toutes les nations et de toutes les minorités».

Et avec une logique à toute épreuve ils précisent aussitôt que selon eux «le droit à l'auto-détermination ne peut être reconnu que pour les républiques et les provinces de l'ancienne Yougoslavie à l'intérieur de leurs frontières légales actuelles. Ceci parce que ces frontières ont été dessinées ou confirmées en 1945 avec l'accord commun des partisans serbes et croates. (...) Reconnaître le droit à l'auto-détermination, disons de minorités Serbes en Croatie ou Croates en Bosnie, revient à supporter la conception déformée des droits nationaux de Radovan Karadzic», etc., etc.: on reconnaît bien les mêmes droits pour tous, mais à condition que cela soit dans le respect des frontières légales! Et que vient faire l'accord des partisans de 1945 à propos de frontières légales qui ont été rectifiées bien après dans le but indéniable de renforcer ou d'affaiblir artificiellement telle ou telle composante ethnique de l'Etat yougoslave?

Pour justifier son soutien opportuniste d'abord à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, puis à la Bosnie, le WRP est contraint non seulement de tricher avec la réalité historique, mais aussi à se contredire d'une ligne à l'autre...

Après cette «justification» historique, le WRP en arrive à l'argument suprême, le respect de la démocratie et du suffrage électoral. Un groupe trotskyste concurrent qui refuse de soutenir le gouvernement bosniaque au nom de l'indépendance de classe, tout en soutenant le droit à l'auto-détermination, «ne semble pas réaliser que si 94% du peuple Croate et 66% du peuple Bosniaque ont voté pour l'indépendance, et que l'armée Serbe tente d'empêcher la Croatie et la Bosnie de devenir indépendantes, alors l'armée Serbe attaque l'auto-détermination de la Croatie et de la Bosnie. En conséquence les gens ordinaires de Croatie et de Bosnie ne peuvent exercer leurs droits à l'auto-détermination que s'ils sont capables

de se défendre contre l'armée Serbe. (...) La partition de la Bosnie ne signifie pas seulement massacres et ségrégation ethnique, elle signifie l'usurpation de la souveraineté du gouvernement bosniaque démocratiquement élu, et en conséquence l'usurpation du droit du peuple bosniaque à se diriger lui-même». Pour l'entendement petit-bourgeois le verdict des urnes est la loi suprême (à condition, nous l'avons vu, qu'il s'exprime dans le respect de la légalité). Mais alors ce ne sont pas seulement les gouvernements de Bosnie et de Croatie qu'il faut soutenir en case de guerres ou de conflits, mais les gouvernements de France, d'Angleterre et autres: nous voici revenus à la funeste politique des partis réformistes de la deuxième Internationale de défense de la patrie et d'union sacrée en cas de guerre d'agression! L'éclatement de la première guerre mondiale a montré que, loin de favoriser «la paix entre les peuples», cette politique revenait à la défense du capitalisme et débouchait sur la division du prolétariat qui était appelé à défendre ses exploités bourgeois dans chaque pays et à s'entre-tuer sur les champs de bataille. Si tu veux la paix entre les peuples, prépare la guerre entre les classes, voilà quelle était en substance la réplique des bolchéviks et de l'Internationale communiste aux social-chauvins.

Le WRP réfute les critiques de différents groupes comme le SWP (dont la succursale en France est «Socialisme International») ou le Militant (en France les «JCR-Egalité - Gauche révolutionnaire») pour qui, il est vrai, les appels à ne compter que sur la classe ouvrière ne sont que des phrases vides incapables même de camoufler leur adaptation crasse à la puissance de l'opportuniste (en l'occurrence le Labour Party et les hiérarchies syndicales). Cependant le WRP n'en tire pas la conclusion qu'il faut essayer dans la mesure du possible de traduire ces phrases dans la réalité, mais que c'est la réalité qui impose de renoncer à toute activité visant à l'indépendance de classe, à la lutte prolétarienne révolutionnaire!

«Trotsky comprit que lorsque la lutte de classe est à un bas niveau, il est nécessaire de mobiliser les ouvriers derrière des slogans démocratiques. Il est difficile d'imaginer un pays dans le monde où la lutte de classe est à un plus bas niveau qu'en Bosnie. Il ne reste pratiquement plus de classe ouvrière en Bosnie, alors comment songer à la lutte de classe: l'économie s'est effondrée et la plupart des ouvriers sont engagés dans l'effort de guerre. Les conditions n'existent tout simplement pas pour une révolution sur le modèle russe (et la révolution russe elle-même a été détruite quand la classe ouvrière a été en grande partie balayée dans la guerre civile)».

Jusqu'à présent les marxistes ont toujours dit que la révolution russe était née des défaites militaires car celles-ci exaspèrent au dernier degré toutes les contradictions sociales et économiques et ébranlent tout l'édifice étatique, tandis que les sociaux démocrates, vendus à la bourgeoisie, estimaient sagement que la lutte de classe et la révolution n'étaient possibles qu'en période de paix. Il est sûr qu'aujourd'hui les conditions d'une révolution prolétarienne n'existent pas en Bosnie, non pas à cause de l'effondrement économique

(Suite en page 4)

Derrière le "Secours Ouvrier à la Bosnie", le parti-pris en faveur d'un camp bourgeois.

(Suite de la page 3)

(!) ou des ravages de la guerre civile, mais bien parce que les ouvriers sont précisément engagés dans les affrontements nationalistes. Ils ne sont pas engagés dans la défense de leurs seuls intérêts de classe, immédiats comme à long terme - c'est-à-dire organisés en parti politique et en organisations de défense économique de classe -, mais ils sont organisés et mobilisés par des clans bourgeois pour des intérêts exclusivement bourgeois.

En polémique contre un autre groupe qui dit avec raison que tous les seigneurs de la guerre ethnique sont pro-capitalistes, y compris du côté musulman, le WRP écrit: «En réalité un "seigneur de la guerre ethnique" ne peut pas être "pro-capitaliste": il a besoin d'un état de désordre total dans lequel exercer son propre petit pouvoir; le capitalisme requiert un pays stable et unifié pour le développement, ce qui n'est pas possible dans une "guerre ethnique". De ces deux choix, guerre ethnique ou capitalisme, c'est clairement le dernier qui est préférable: même un capitalisme du type bulgare serait un formidable pas en avant par rapport à la situation actuelle en Bosnie»

La boucle est bouclée. De l'affirmation d'une solidarité de classe aux travailleurs de Bosnie, le WRP en est venu à décréter la disparition de la classe ouvrière ce qui a pour conséquence le rejet de toute position communiste «sur le modèle de la révolution russe», la reconnaissance d'un caractère révolutionnaire à la classe dirigeante (ce qui a sans doute pour conséquence implicite que l'enrôlement de «Secours Ouvrier» dans les préparatifs des prochaines opérations militaires a aussi un caractère révolutionnaire), et une apologie de fait du capitalisme.

Il ne reste donc plus comme objectif concret réel de cette campagne ouvrière qu'un «capitalisme du type bulgare»! On comprend alors pourquoi cette solidarité de classe prétendue se retrouve aux côtés de forces qui ne font pas mystère de leurs intentions: les intellectuels pro-impérialistes de la liste électorale Sarajevo, les personnalités de la droite bourgeoise et catholique, les éléments fascisants de l'*Institut Schiller* («Nouvelles Solidarités», Parti Ouvrier Européen) qui sont passés du soutien à la Résistance Libanaise du sinistre général Aoun au soutien à la Bosnie et ainsi de suite...

La véritable solidarité de classe doit commencer par le refus de soutenir un camp bourgeois contre un autre; elle exige que tous les efforts visent à la conquête de l'indépendance de classe, à la rupture de toute alliance interclassiste, y compris sous prétexte humanitaire, et à préparer les conditions de l'action prolétarienne autonome au lieu de redorer le blason des organisations et des partis fausement ouvriers, sans parler d'organisations, de partis et de gouvernements bourgeois!

Le «Secours Ouvrier pour la Bosnie» est à l'opposé d'une authentique solidarité ouvrière.

(1) cf «Il Comunista» n°38

(2) Tract du 5/2/94

(3) Toutes les citations qui suivent sont tirées de l'organe théorique du WRP, «The International» n°13, août 93, n° spécial «Solidarité internationale de classe ouvrière avec la Bosnie»

Un soutien ouvert aux forces serbes

Nous avons reçu une lettre-circulaire (adressée en même temps à différentes organisations non partie prenante du «Secours Ouvrier à la Bosnie») signée de plusieurs militants de la «Gauche Révolutionnaire» (1), ainsi que du «Mémorial du génocide serbe». Il y est dit:

«La présentation de la liste «L'Europe commence à Sarajevo» aux élections européennes a relancé l'hystérie contre le peuple serbe. La désinformation à grande échelle continue, des livres comme celui de Jacques Merlino étant victime d'un véritable complot du silence dans les médias, excepté la presse communiste et quelques journaux à petit tirage.

Pourtant des voix continuent à s'élever et de nombreux travailleurs et militants témoignent régulièrement de leur dégoût des manipulations médiatiques et de leur volonté de voir prises des initiatives publiques allant à contre-courant.

C'est pourquoi [nous appelons à] un rassemblement avec prises de paroles le samedi 9 juillet devant l'UNESCO pour faire entendre une autre voix et exiger:

-La levée de l'embargo contre la Yougoslavie

-Le retrait des troupes de l'ONU»

Suivent la liste des signataires et des détails logistiques.

Organiser une action sur ces deux mots d'ordre, revient à organiser une action de soutien au régime serbe et aux milices nationalistes serbes de Bosnie. Les organisateurs ne s'en cachent à peine, eux qui écrivaient il y a quelques mois dans leur bulletin «Prométée» que la Serbie était le dernier Etat ouvrier d'Europe et que les marxistes devaient donc le défendre contre l'impérialisme occidental prêt à tout pour le renverser...

La seule clause qui apparaît trompeusement juste, c'est le «dégoût des manipulations» et la nécessité d'aller «à contre-courant»: mais à contre-courant des soutiens à l'un quelconque des camps bourgeois en conflit ou de la caverne de brigands onusienne; contre les manipulations des médias mais aussi de ceux qui sans doute moins puissants, qui appellent à soutenir le camp opposé. La diplomatie étatique de l'impérialisme français, elle, jouant tantôt l'un, tantôt l'autre camp.

Il est de notoriété publique que les services du Quai d'Orsay jugent la Bosnie «non-viable», et préconisent une levée progressive de l'embargo contre la Serbie.

-Aucune solidarité avec aucun des camps nationalistes bourgeois en guerre!

-Rupture des fronts de guerre, retour à des fronts de classe regroupant

les prolétaires de toutes confession, ethnique, nation contre la bourgeoisie et l'impérialisme!

Voilà deux mots d'ordre qui peuvent sembler aujourd'hui complètement à contre-courant, irréalistes et irréalisables, mais qui définissent la seule ligne permettant de donner une issue au piège mortel des affrontements nationalistes, la ligne de la lutte prolétarienne et de la révolution communiste.

Et c'est ici, dans les métropoles impérialistes qui tirent les ficelles et engrangent les bénéfices de ces affrontements, que cette ligne devra commencer à trouver une réalisation. Et c'est à la défendre et à la propager que les véritables révolutionnaires doivent consacrer tous leurs efforts au lieu de se mettre à la remorque, sous un prétexte ou un autre, des innombrables alignements bourgeois.

(1) Il s'agit d'une scission des JCR, l'une des organisations de jeunesse de la LCR. La GR a adhéré au regroupement trotskiste international initié par l'organisation anglaise «Militant Labour» dont le trait caractéristique est l'entrisme dans les grandes organisations réformistes anti-prolétariennes: Labour Party en Grande-Bretagne, SPD en Allemagne, ANC en Afrique du Sud, etc.

AFRIQUE DU SUD: DE L'APARTHEID A L'UNION NATIONALE

La bourgeoisie du monde entier ou presque a célébré les changements politiques et la fin de l'apartheid en Afrique du Sud en envoyant des représentants assister aux cérémonies quasi-papales d'accession de Mandela à la Présidence de la République (et le héros du jour a d'ailleurs consacré une journée entière à des prières avec des officiants des diverses

religions du cru). En dépit des attentats des éléments les plus extrémistes de l'extrême droite raciste qui ont causé plus d'une vingtaine de morts et des centaines de blessés dans les jours précédant les élections, ces dernières ont été présentées comme une grande victoire de la Démocratie et un exemple pour l'Afrique et le Monde.

DES ELECTIONS TRUQUEES DE A JUSQU'A Z

Il est incontestable que l'Afrique du Sud a commencé de façon véritablement exemplaire. Les observateurs internationaux envoyés par une ribambelle de pays (1) pour vérifier la régularité du processus, ont assuré que tout s'était parfaitement déroulé. Pourtant les témoignages d'irrégularités sont légion: depuis l'absence de bulletins jusqu'au «piratage» par des inconnus de l'ordinateur central chargé de comptabiliser les résultats! Le dépouillement sera même interrompu pendant une trentaine d'heures, officiellement pour des «raisons techniques», mais en réalité pour permettre la tenue de «réunions secrètes» les 4 et 5 mai entre les partis afin de négocier les résultats finaux. Le responsable de la commission de contrôle n'hésitera pas à affirmer qu'il n'a rien à se reprocher car «l'intérêt de la nation a prévalu sur les intérêts politiques»!

La jeune démocratie sud-africaine est donc née aussi prostituée que ses consœurs plus anciennes et plus expérimentées dans l'art de duper en douceur les populations crédules. Résultat proclamé après ces tractations: la coalition ANC - PC - COSATU (la principale confédération syndicale) est le grand vainqueur incontestable, mais obtient moins de 66% des voix, ce qui lui aurait permis de modifier la constitution. Mandela et les dirigeants de l'ANC pourront ainsi faire valoir qu'ils sont «obligés» de respecter cette constitu-

tion et qu'ils ne peuvent donc réaliser une série de mesures vitales pour les masses noires, mais dont le grand capital ne veut à aucun prix (2). Le National Party (NP) de l'ancien Premier Ministre De Klerk a obtenu juste le nombre de voix nécessaires pour avoir des ministres et pour faire en sorte que l'ANC ne puisse gouverner le pays sans lui, ainsi que l'a déclaré De Klerk dans son allocution après la proclamation des résultats. L'Inkhata, qui avait décidé in extremis de participer aux élections après avoir fait durer le suspense et multiplié les menaces, a été récompensé par un score triomphal dans sa province du Natal et un score non négligeable au niveau national. En outre le fidèle pilier de l'apartheid et exécuteur de ses basses oeuvres, le *chief* Buthelezi a même été gratifié d'un poste de ministre des Affaires Intérieures (3). La fraction de l'extrême droite qui avait accepté de jouer le jeu a elle aussi été récompensée par un score suffisant pour avoir des députés. Seules les formations qui ne s'étaient pas intégrées dans cette alliance de fait pour ravalier la façade du capitalisme sud-africain et qui ont été tenues à l'écart des discussions secrètes (comme les nationalistes noirs du Pan African Congress) ont été écrasées par le «suffrage universel»...

Dans une interview du 25 avril, Mandela a déclaré: «notre plus grand ennemi ce n'est pas le NP, mais l'ANC elle-même. Car pour nous agir comme si nous allions remporter une victoire écrasante est le plus dangereux». Ce que redoutent les dirigeants de l'ANC ce ne sont pas les exigences de la bour-

geoisie blanche dont le NP est le principal organe politique; ce sont les aspirations de la population noire qui fait confiance et qui a voté pour l'ANC. Les masses laborieuses noires identifient en effet la victoire électorale de l'ANC et la fin de l'apartheid avec la victoire de leurs revendications et la fin de la situation intolérable d'exploitation et de misère qu'elles subissent.

Un autre grand pompier social sud-africain, Monseigneur Desmond Tutu, affirmait publiquement craindre des «débordements si les gens doivent attendre trop longtemps avant de voir des changements dans leur vie. La libération doit changer la vie sinon elle n'a pas de sens. Le gouvernement devra agir rapidement».

Le problème est que la bourgeoisie blanche n'a pas laissée l'ANC et le PC sud-africain venir au pouvoir pour accorder des concessions d'importance aux masses laborieuses, mais précisément pour éviter une lutte sociale d'ampleur et calmer les prolétaires par des concessions économiques et sociales les plus limitées possibles, et surtout par des concessions politiques essentiellement formelles ou limitées à une mince couche bourgeoise et petite bourgeoisie noire. Le PC l'avait parfaitement compris, qui appelait peu avant les élections à une trêve des luttes pour «aider» le futur gouvernement.

UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

Les premiers jours de ce gouvernement Mandela donnent déjà

AFRIQUE DU SUD

suffisamment d'exemples de la servilité de toute cette clique, même pour qui ignorerait tous ses antécédents, proches ou lointains, pour ne pas se tromper sur la nature anti-prolétarienne et pro-capitaliste de l'ANC, de la COSATU et du PC qui en est la force dirigeante. Par exemple les dirigeants de l'ANC avaient promis de décréter le jour anniversaire de l'insurrection de Soweto (le 16 juin), fête nationale, ce qui donnait une satisfaction toute symbolique aux militants qui ont combattu contre l'apartheid depuis des décennies sans reculer devant la répression, la prison, la torture et la mort. Mais les représentants de la grande bourgeoisie s'y sont opposés sous le prétexte que les patrons estimaient qu'il y a déjà suffisamment de jours fériés en Afrique du Sud. Et l'ANC, le grand vainqueur des élections, le fossoyeur de l'apartheid et le champion de l'émancipation, a humblement obtempéré au franchissement de sourcils de ceux qui ont bâti leur fortune grâce à l'apartheid et l'exploitation négrière des masses...

Cet épisode n'est pas aussi trivial qu'il pourrait y paraître, et il a d'ailleurs eu un grand retentissement. Comme Trotsky l'avait relevé un jour, ceux qui trahissent en petit, trahissent d'autant plus facilement en grand. Empressés d'obéir aux moindres désirs de la bourgeoisie les chefs de l'ANC, de la COSATU et du PC ne peuvent à plus forte raison avoir la moindre intention de s'opposer à sa volonté sur les questions importantes.

Ainsi que cela avait été prévu avant les élections, Mandela a maintenu à son poste le ministre de l'Economie du précédent gouvernement, en gage que la politique économique, marquée au sceau de l'austérité pour la population, resterait inchangée. Mais alors que l'ANC s'est toujours opposée à l'instauration d'un salaire minimum, un des premiers gestes du gouvernement a été de décréter une augmentation substantielle du traitement des députés: pas d'austérité pour les serviteurs de la bourgeoisie!

Le nouveau ministre de la défense, qui n'est autre que l'ancien chef de la branche armée de l'ANC, s'empressa de confirmer dans leurs fonctions tous les officiers supérieurs de l'armée de l'apartheid. Le budget militaire ne sera pas réduit contrairement aux promesses de l'ANC. Les ventes d'armes vont pouvoir se développer en grand avec la levée de l'embargo de l'ONU. Le prix Nobel de la paix Mandela a déclaré à la télévision le 25/5: «*les armes ont un objectif de défense de la souveraineté et de l'intégrité d'un pays. Sous cet angle il n'y a rien de mal à être dans le commerce des armes*». Le 30 mai a été rendu public un plan pour l'industrie d'armements, rédigé conjointement par les représentants du complexe militaro-industriel et des délégués de l'ANC. Pour «moraliser» le commerce des armes ce plan préconise que l'Afrique du Sud suive les règlements internationaux en vigueur (1), les recommandations de l'ONU, et ne vende pas d'armes... aux mouvements de guérilla! Le Ministre de la défense a poussé le zèle jusqu'à essayer de bloquer la diffusion par les journaux de documents compromettants pour l'armée de l'apartheid...

Le nouveau gouvernement a aussi assuré qu'aucun fonctionnaire blanc ne serait licencié - donc tous les agents de l'apartheid resteront en place - et il semble tout prêt à accorder une amnistie générale pour les crimes commis par les racistes. Le nouveau ministre de la police a annoncé une transformation «radicale» de la police; mais le degré de radicalisme de cette transformation peut être mesuré au fait qu'elle se fera sous le principe charitable de «pardon-

ner le passé sans l'oublier» et que si la promotion des noirs sera encouragée. «*les policiers des autres races n'ont pas à s'inquiéter, il n'y aura pas de discrimination à l'envers*»: en un mot il n'y aura pas ici non plus de purge pour éliminer au moins les éléments les plus compromis dans la «*pratique systématique des mauvais traitements et de la torture*» par les forces de police que dénonçait il y a encore quelques semaines une organisation comme Amnesty International!

Toutes les structures répressives ne connaîtront que des changements cosmétiques (changement de nom de l'Armée, etc.) et des modifications visant à *accroître leur efficacité*, comme l'unification de toutes les forces de police: pour les bourgeois sud-africains et leurs valets, il ne peut bien sûr être question d'affaiblir les forces de répression; il faut au contraire les renforcer en essayant qu'elles soient plus présentables pour qu'elles puissent être prêtes pour contrer les débordements lorsque les belles phrases et les prières de Mandela ne suffiront plus à endormir les masses prolétariennes.

LES PROMESSES DE L'ANC PASSENT A LA TRAPPE

Le discours de Mandela sur l'état de la nation au cours duquel il a présenté le programme d'action du gouvernement centré sur la continuité avec la politique précédente a, qui pourrait s'en étonner?, beaucoup plu aux «milieux d'affaires» (4). Les observateurs politiques ont relevé qu'il a fait l'impasse en particulier sur un sujet brûlant, celui de la redistribution des terres. Un projet rendu public avant la formation du gouvernement préconisait de libéraliser ce secteur en suivant les orientations classiques du GATT et de la Banque Mondiale contre les subventions à l'agriculture et la recherche de l'auto-suffisance alimentaire (pratiquées par le régime de l'apartheid) et maintenait la promesse de l'ANC de redistribuer 30% des terres cultivables. Il est probable que le lobby des grands propriétaires est actuellement à l'oeuvre pour bloquer les redistributions - à l'image de ce qui s'est passé au Zimbabwe où la réforme agraire a vite tourné court - et pour s'assurer du maintien des subventions.

Il va ainsi de toutes les mesures sociales, pourtant plus que timides qui étaient consignées dans le Programme de Reconstruction et de Développement (PRD) de l'ANC: construction d'un million de logements en 5 ans, alors que d'ores et déjà 7 millions et demi de personnes sont sans abris ou vivent dans des bidonvilles (il faudrait attendre alors 35 ans pour résorber le problème!); électrification en 5 ans de 2,7 millions de logements, alors que dans ce pays qui produit 60% de l'électricité africaine, 27 millions de personnes n'y ont pas accès. Alors que près de 5 millions et demi de personnes sont sans emploi ou avec des emplois «informels» (40% de la population active) et qu'on estime que ce nombre atteindra 11 millions (57% de la population active) dans 10 ans, le PRD promet seulement la création de 2,5 millions d'emplois en 10 ans: le sous-emploi serait plus grand à l'issue du PRD...

60.000 propriétaires fonciers blancs possèdent 87% des terres cultivables (depuis trente ans 3 millions et demi de paysans noirs ont été expulsés de leur terre); mais le PRD ne prévoit que la redistribution de 30% des terres à un million et demi de paysans qui n'ont pas reçu d'indemnisation «adéquante» lorsqu'ils ont été expulsés. Un système complexe a été imaginé dans le but

évident de désamorcer cette bombe et de porter le problème sur le plan juridique où le paysan noir analphabète et le grand propriétaire sont supposés être sur un plan d'égalité.

Ces mesures sociales dont nous avons énuméré les plus importantes laissent pour l'essentiel inchangée la situation sociale déplorable connue par la grande majorité de la population noire. Mais même leur réalisation est maintenant remise en question, ne serait-ce que parce que leur financement n'est pas prévu dans le programme d'action gouvernementale. Le PRD prévoyait de tailler dans ce but dans le budget militaire, puisqu'il était hors de question de heurter les contribuables blancs par des augmentations d'impôt; or nous avons vu qu'une des premières mesures gouvernementales a été le maintien de ce budget...

LA FAUSSE ALTERNATIVE DE L'EXTREME GAUCHE TROTSKYSTE

Le désenchantement des prolétaires et des masses laborieuses vis-à-vis du bloc ANC-PC-COSATU est donc inévitable. Mais pour que ce désenchantement se traduise par le développement de la lutte ouverte pour ses revendications, le prolétariat sud-africain aura besoin de constituer son propre parti politique, sur la base de ses seuls intérêts de classe, irréductiblement opposé aussi bien à la grande bourgeoisie blanche qu'à la bourgeoisie et petite bourgeoisie noires et capable de déjouer tous les pièges de l'union démocratique entre les classes ennemies.

La constitution nécessaire de ce parti ne pourra pas s'appuyer sur les organisations pseudo-révolutionnaires qui existent actuellement en Afrique du Sud. En dépit de leurs professions de foi, ces organisations, liées à différents courants trotskystes internationaux, rivalisent en effet dans le suivisme vis-à-vis de l'ANC et des organisations de la collaboration des classes, quand elles ne font pas carrément de l'entrisme en leur sein. La plupart ont appelé à voter pour l'ANC. Les plus à gauche ont poussé l'audace politique jusqu'à mener une campagne électorale indépendante sur le thème de la construction d'un parti des travailleurs (5). Il ne s'agit pas là du parti révolutionnaire de classe dont nous avons parlé; c'est la vieille marotte trotskyste qui consiste à remplacer l'oeuvre trop difficile et trop longue de constitution du parti communiste véritable, par le travail en apparence beaucoup plus facile, rapide et sans douleur de construction d'un «grand» parti de type labouriste, ni réformiste, ni révolutionnaire, dans lequel il est prévu ensuite de pouvoir grenouiller à l'aise pour le «pousser à gauche» dans un deuxième temps. Bien entendu on ne peut ruser avec la réalité et un parti non révolutionnaire ne peut qu'être réformiste c'est-à-dire contre-révolutionnaire: le réformisme, même le plus «sincère» et «spontané» représente l'adaptation et la soumission à l'ordre bourgeois qu'il veut seulement «améliorer». Les exemples de «parti des travailleurs», à commencer par le parti brésilien où les trotskystes de la IVe Internationale (SU) sont partie prenante de sa direction, en font la démonstration.

S'il est naturel et indispensable de lutter coude à coude avec les prolétaires qui tout en partageant cette position, sont néanmoins prêts à lutter vraiment pour la défense de leurs intérêts immédiats et s'il est même possible et indispensable de les admettre dans l'organisation de défense économique classiste immédiate, il n'en va pas de même pour ce qui est de l'organisation

politique appelée à diriger le combat du prolétariat, le parti de classe, fermé aux éléments et aux idées non révolutionnaires. Dans le premier cas, ce qui est recherché c'est la constitution d'un front de lutte le plus compact possible, regroupant tous les prolétaires désireux de se battre, indépendamment des idées qu'ils ont dans la tête, qui ne peuvent, pour la grande masse, que retarder par rapport aux poussées matérielles qui la mettent en mouvement. Dans le feu de l'action et sous l'effet de la propagande des communistes, cette contradiction de plus en plus intenable entre les idées fausses et les besoins de la lutte donne la possibilité à une partie au moins des travailleurs de rejeter les fausses idées et de se rapprocher des positions révolutionnaires, tandis que les éléments les plus avancés comprennent la nécessité d'adhérer au parti communiste pour porter la lutte à un niveau supérieur et se mettre à la tête de leurs camarades. Mais une des conditions fondamentales de ce schéma matérialiste de renversement de la praxis est la présence et l'action effective des communistes qui ne cachent pas leurs positions, qui ne se déguisent pas en réformistes, qui ne s'adaptent pas aux illusions, aux préjugés et aux idées fausses des masses pour pouvoir «être mieux compris», et qui démontrent une cohérence totale entre leurs actions et leurs positions. Sinon, on aboutit alors, non à faciliter la «prise de conscience» des masses encore sous l'influence d'idées et de forces bourgeoises, mais à l'entraver en renforçant ces illusions et à accroître la désorientation et la confusion y compris chez les éléments d'avant-garde. Quelles que soient les justifications que se donnent les constructeurs de parti trotskystes, leur stratégie, soi-disant élaborée pour accélérer le regroupement et l'action des révolutionnaires, est toujours en réalité un obstacle à ce but parce qu'elle barre la voie à la constitution du parti de classe: elle consiste à détourner les énergies militantes en rupture avec les forces de la collaboration des classes, de se placer sur ce terrain de la constitution du parti révolutionnaire, qui est le seul terrain fécond, pour au contraire les gaspiller vainement dans la formation d'un autre parti qui, s'il voit le jour, ne peut que fourvoyer la lutte prolétarienne et causer sa défaite.

Comme leurs camarades de tous les pays, les prolétaires sud-africains devront retrouver le programme du communisme véritable, rompre avec la collaboration des classes sous toutes ses formes, éviter le piège du suivisme d'extrême-gauche, ce «centrisme» fausement révolutionnaire, pour pouvoir avoir une perspective réaliste d'en finir avec une vie de misère et d'exploitation, dans la lutte révolutionnaire commune avec les prolétaires du monde entier.

Il dépendra des prolétaires des métropoles, lorsqu'ils retrouveront eux aussi le chemin de la lutte de classe, que cette perspective devienne enfin une réalité concrète. Aujourd'hui le premier devoir des rares communistes est au minimum de ne pas cesser de défendre les principes et le programme communistes au lieu d'apprendre aux militants prolétariens d'ici ou de là bas, l'art mortel de la manoeuvre, du compromis et du reniement, et de soumettre à une critique impitoyable tous les artifices destinés à égarer et paralyser la classe ouvrière.

Que les bourgeois et leurs complices aillent sabler le champagne autour de Mandela! Ils ne pourront éternellement empêcher le retour de la lutte prolétarienne.

Lénine sur le chemin de la révolution

(Suite de la page 1)

fié. Du reste les détails biographiques ont été mis à la disposition des camarades par toute notre presse.

En second lieu, étant donné l'ampleur du thème proposé, en plus d'être inévitablement incomplet, je devrais passer très vite sur des questions y compris de première importance en faisant confiance aux connaissances des camarades qui m'écoutent: il n'y a pas de problèmes du mouvement prolétarien qui n'aient pas un rapport avec l'oeuvre de Lénine. Sans avoir le moins du monde la prétention d'être exhaustif, je vais pourtant devoir ne pas être bref, et peut-être excessivement synthétique.

Il n'y a pas besoin de refaire l'histoire des falsifications que la doctrine admirablement définie par Marx et Engels, et dont le Manifeste Communiste de 1847 reste la synthèse classique, a subies dans les années qui précédèrent la Grande Guerre. Et je ne peux pas non plus retracer la lutte de la gauche marxiste contre ces falsifications et ces altérations. A cette lutte Lénine donna une contribution de tout premier ordre.

LE RESTAURATEUR DE LA THEORIE MARXISTE

Nous considérons tout d'abord son oeuvre comme restaurateur de la doctrine philosophique du marxisme ou, pour mieux dire, de la conception générale de la nature et de la société appartenant au système de connaissances théoriques du prolétariat révolutionnaire: celui-ci n'a pas seulement besoin en effet, d'une opinion sur les problèmes de l'économie et de la politique: il lui faut prendre position sur tout l'ensemble des questions ci-dessus.

A un certain moment de l'histoire complexe du mouvement marxiste apparut une école philosophique qui entendait soumettre à révision le matérialisme dialectique marxiste afin de donner au mouvement ouvrier une base philosophique idéaliste et presque mystique. Cette école prétendait faire admettre aux marxistes que les philosophies néo-idéalistes modernes avaient «dépassé la philosophie matérialiste et scientifique. Son chef était le russe Bogdanov: Lénine lui répondit d'une façon définitive dans une oeuvre (*Matérialisme et empirio-criticisme*) malheureusement peu traduite et peu connue, parue en russe en 1908. Après un important travail de préparation, il y développe une critique des philosophies idéalistes anciennes et modernes, défendant intégralement le réalisme dialectique de Marx et d'Engels, et démontrant sa brillante supériorité sur les idées abstruses des philosophes officiels. Il prouve ensuite que les écoles idéalistes modernes ne font que refléter un état d'esprit récent de la bourgeoisie, et leur influence sur la pensée du parti prolétarien, une psychologie d'impuissance et un désarroi provoqués par la réelle situation de défaite de la classe ouvrière russe après 1905. Lénine établit d'une façon qui pour nous exclut tout doute ultérieur, qu'*«il ne peut pas exister de doctrine socialiste et prolétarienne sur des bases spiritualistes, idéalistes, mystiques et morales»*

Lénine défend l'ensemble de la doctrine marxiste sur un autre front, celui de l'économie et de la critique du capitalisme. Marx n'a pas achevé son oeuvre monumentale, *Le Capital*, mais il a laissé au prolétariat une méthode d'étude et d'interprétation des faits économiques qu'il s'agissait d'appliquer aux données nouvelles fournies

par le développement capitaliste récent sans en déguiser la portée révolutionnaire. Là, le révisionnisme, et surtout le révisionnisme allemand, avait cherché à tricher, élaborant des doctrines «nouvelles» qui constituaient autant de rectifications en apparence secondaires, mais en réalité essentielles, aux doctrines de Marx. Si nous parlons de tricherie c'est que (et Lénine l'a montré mieux que personne) le révisionnisme ne se présentait pas seulement comme une prétendue conquête de résultats scientifiques objectifs, mais comme un opportunisme politique: la corruption des chefs prolétariens alla en effet jusqu'à retirer de la circulation des écrits importants de Marx et d'Engels dont ils tentaient, soit de fausser, soit de «rectifier» la pensée.

Avec d'autres économistes, comme Rosa Luxemburg et le Kautsky de la bonne époque, Lénine continue au contraire la critique économique du capitalisme faite par Marx. Il soutient dans d'innombrables écrits que la science économique marxiste est parfaitement en mesure d'expliquer des phénomènes modernes comme les monopoles économiques et la lutte impérialiste pour les marchés coloniaux: il n'y avait donc à modifier aucune de ses théories fondamentales sur la nature du capitalisme, et sur l'accumulation de ses profits grâce à l'exploitation de ses salariés. En 15, Lénine résume ces résultats dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, oeuvre de vulgarisation qui reste un écrit fondamental de la littérature communiste. Cette attitude théorique est le point de départ de sa lutte politique contre l'opportunisme et les vieux chefs faillis dans la guerre impérialiste. Nous y reviendrons plus loin.

Dans le domaine plus étroitement russe, Lénine mena une autre lutte théorique, contre les falsificateurs bourgeois du marxisme, celle-là. Rejetant le contenu politique et révolutionnaire du marxisme, ils prétendaient en accepter le système et la méthode économique et historique afin de démontrer qu'en Russie le capitalisme devait triompher de la féodalité: leur adhésion dissimulait mal leur projet de réprimer toute avance ultérieure du prolétariat.

Dans son oeuvre de théoricien, qu'il nous soit permis de l'observer, Lénine se présente comme le défenseur de l'inséparabilité des parties dont se compose la conception marxiste. Il ne le fait certes pas par dogmatisme fanatique - personne ne mérite moins que lui cette accusation - puisqu'il s'appuie sur l'examen d'une énorme quantité de faits et d'expériences fournis par sa culture exceptionnelle de chercheur et de militant et illuminés par son génie incomparable. Nous devons considérer à la manière de Lénine ceux qui isolent arbitrairement une «partie» du marxisme pour en disposer à leur gré: que ce soient des économistes bourgeois qui trouvent commode la méthode du matérialisme historique, comme c'est arrivé il y a quelques décennies, et non seulement en Russie mais même en Italie (autre pays de capitalisme arriéré); que ce soient des intellectuels liés aux écoles philosophiques du néo-idéalisme qu'ils prétendent concilier avec l'acceptation des thèses sociales et politiques du communisme; que ce soient des camarades qui écrivent des livres pour affirmer leur accord avec la partie «historico-politique» du marxisme mais proclament ensuite caduque toute la partie économique, c'est-à-dire les doctrines fondamentales pour l'in-

terprétation du capitalisme. A diverses reprises Lénine a analysé, a critiqué des attitudes analogues, il a brillamment et de façon marxiste indiqué que leurs véritables origines se trouvent en dehors et contre l'intérêt du véritable processus d'émancipation prolétarienne. De façon non moins brillante, il a prévu à l'avance leurs dangereux développements opportunistes qui ont débouché de façon plus ou moins directe sur le passage à la cause ennemie, sauf bien sûr les exceptions individuelles de tel ou tel camarade resté fidèle à notre drapeau. A la suite de Lénine nous devons répondre à ceux qui «daignent» d'accepter nos opinions mais sous bénéfice d'inventaire, avec des distinctions arbitraires, des divisions fantasques, qu'ils nous feraient grand plaisir de s'épargner la peine d'accepter le «reste» du marxisme: en effet la force majeure de celui-ci est précisément de constituer une perspective d'ensemble, reflet des problèmes du monde naturel et humain en même temps que des faits politiques et économiques, dans la conscience d'une classe révolutionnaire.

L'oeuvre restauratrice de Lénine est plus grandiose, ou au moins plus connue universellement, dans la partie «politique» de la doctrine marxiste, c'est-à-dire pour ce qui est de la théorie de l'Etat, du parti, du processus révolutionnaire, sans exclure que cette partie, que nous préférons appeler «programmétique», inclut aussi tout le processus économique qui s'ouvre avec la victoire révolutionnaire du prolétariat. La réfutation éclatante des équivoques, des mensonges, des mesquineries et des préjugés des opportunistes, des révisionnistes, des petits bourgeois, des anarco-syndicalistes s'accomplit dans ce domaine d'une façon encore plus passionnante et impressionnante. Après Lénine sur ce terrain les armes polémiques se brisent entre les mains de tous nos contradicteurs proches ou lointains. Ceux qui les ramassent démontrent seulement leur ignorance, c'est-à-dire leur absence du processus vivant qu'assume la lutte du prolétariat aspirant à sa libération. Parcourons à grands traits cette série de thèses qui sont autant de fragments de réalité fixés dans les termes d'une doctrine incomparablement vraie et vitale. Il nous suffit de suivre Lénine: ce sont les thèses des premiers congrès de la nouvelle Internationale; ce sont les discours, les programmes et les proclamations du parti bolchévique sur la voie de la grande victoire; c'est enfin l'exposé patient et génial de *L'Etat et la Révolution* où il démontre que ces thèses n'ont jamais été autre chose que celles de Marx et d'Engels, dans l'interprétation correcte des textes classiques et dans la compréhension véritable de la méthode et de la pensée des maîtres depuis le Manifeste jusqu'à l'analyse des événements ultérieurs et surtout des révolutions de 48, de 52 et de la Commune de Paris. Oeuvre qui accompagne l'avancée historique du prolétariat mondial et que Lénine reprend et rattache aux batailles révolutionnaires de Russie: la défaite de 1905 et l'écrasante revanche de 12 ans plus tard.

Le problème de la signification de l'Etat est résolu dans le cadre de la doctrine historique de la lutte de classe: l'Etat est l'organisation de la force de la classe dominante, née révolutionnaire, devenue conservatrice dans ses positions. Comme pour tous les autres problèmes, il n'y a pas une entité immanente et métaphysique, «l'Etat», attendant la définition et le jugement

du philosophe de service réactionnaire et anarchisant; mais il y a l'Etat bourgeois, expression de la puissance capitaliste, comme il y aura plus tard l'Etat ouvrier et comme ensuite nous tendrons à la disparition de l'Etat politique. Notre analyse scientifique nous permet de montrer que toutes ces phases se succèdent dialectiquement dans le processus historique, chacune d'elle naissant de la précédente dont elle constitue la négation. Qu'est-ce qui les sépare? Entre l'Etat de la bourgeoisie et celui du prolétariat se place nécessairement le point culminant d'une lutte révolutionnaire vers laquelle est guidée la classe ouvrière par le parti politique communiste, qui remporte la victoire en renversant par les armes le pouvoir bourgeois et en constituant le nouveau pouvoir révolutionnaire; et celui-ci réalise avant tout la démolition du vieil appareil d'Etat dans toutes ses ramifications et organise la répression par les moyens les plus énergiques des tentatives de contre-révolution.

Aux anarchistes nous répondons que le prolétariat ne peut pas immédiatement supprimer toute forme de pouvoir, mais qu'il doit au contraire assurer «son» propre pouvoir. Aux sociaux-démocrates, nous répondons que la moyen d'arriver au pouvoir n'est pas la voie pacifique de la démocratie bourgeoise, mais celle de la guerre de classe et elle seule. Lénine est notre maître à tous par sa longue lutte pour défendre cette position tant falsifiée du marxisme: la critique de la démocratie bourgeoise, la démolition du mensonge légalitaire et parlementaire, la dérision du suffrage universel et autres panacées semblables comme armes du prolétariat et des partis qui sont sur ce terrain, avec la vigueur sarcastique et corrosive de la polémique enseignée par Marx et par Engels.

En se reliant de façon magistrale aux fondements de la doctrine, Lénine résoud tous les problèmes du régime prolétarien et du programme de la révolution. «Il ne suffit pas de prendre possession de l'appareil d'Etat» disaient Marx et Engels en commentant à plusieurs années de distance le Manifeste, après la Commune de Paris. Par une «escroquerie» théorique qui restera classique, les opportunistes en concluaient arbitrairement que l'économie capitaliste devait évoluer lentement vers le socialisme tandis que le pouvoir ouvrier se préparait légalement. Lénine vient démontrer tout le contraire: il faut «non seulement» s'emparer du vieil appareil d'Etat, mais le réduire en pièces et le remplacer par la dictature du prolétariat. On n'arrive pas à celle-ci par les voies démocratiques et elle ne se base pas sur les «principes» immortels (pour le philistin) de la démocratie. Elle exclut les membres de la bourgeoisie vaincue de la nouvelle liberté, de la nouvelle égalité politique, de la nouvelle égalité démocratique, comme Lénine lui-même se plaisait à dire en donnant à la «démocratie» un sens plus étymologique qu'historique. Dans des formulations d'une évidence cristalline et d'une magnifique cohérence théorique, Lénine a montré comment c'était là les seules bases réalistes de la liberté de vivre et de gouverner pour le prolétariat. Dénoncera qui veut la suppression de la liberté d'association et de presse pour les sinistres agents, inconscients ou stipendiés, de la restauration anti-prolétarienne: après Lénine il sera inévitablement écrasé dans la polémique; dans la pratique nous espérons que

Lénine sur le chemin de la révolution

la garde révolutionnaire aura toujours assez de plomb pour pallier à sa compréhension limitée des arguments théoriques.

A propos des tâches économiques du nouveau régime, Lénine explique à la fois, (pas seulement pour ce qui concerne Russie, sur laquelle nous devons revenir, mais en ligne générale), le caractère nécessairement graduel des transformations, et la véritable nature de leur opposition avec l'économie bourgeoise privée, dans le domaine de la production, de la distribution et de toutes les activités collectives. Là aussi le lien est direct et éclatant avec les sources les plus authentiques de la doctrine marxiste; avec les réponses de Karl Marx aux mille confusions et banalités

des adversaires bourgeois ou des disciples de Proudhon, de Bakounine ou de Lassalle; avec les meilleures polémiques de la gauche marxiste contre le syndicalisme sorélien. Après la conquête du pouvoir, subsistera encore une bourgeoisie qu'il faudra réprimer par la dictature; dans le prolétariat et surtout le semi-prolétariat il y aura encore des éléments récalcitrants qu'il faudra plier à la discipline de la loi; par ses décrets le nouveau pouvoir effectuera l'intervention «despotique» (Marx) sur le terrain économique. N'est-il pas alors contradictoire d'affirmer qu'il devra «attendre» pour supprimer certaines formes capitalistes dans certains secteurs donnés? Lénine résout la contradiction d'une façon logique, définitive, magnifique, par la définition d'un programme révolutionnaire qui adhère totalement à la réalité, et qui n'a pas peur de le faire parce qu'il n'a pas peur de l'empoigner

et de la pulvériser dans les secteurs qui ont fait leur temps, les formes mortes, au long du processus implacable des évolutions et des révolutions.

Comme facteur nécessaire de toute cette lutte rénovatrice, contre les dégénérescences du labourisme et du syndicalisme, Lénine retrouve le rôle du parti politique de classe, marxiste et centralisé, à la discipline quasi-militaire dans les moments suprêmes de la lutte; et il jette à la tête des opportunistes que la «politique» de la classe révolutionnaire n'est pas basse manoeuvre parlementaire, mais stratégie de la guerre civile, mobilisation pour l'insurrection finale, préparation à la gestion de l'ordre nouveau.

Après les efforts, les douleurs de l'enfantement d'un nouveau régime prévues dans le passage classique d'Engels, c'est-à-dire après l'époque où l'avant-garde révolutionnaire doit consentir les

sacrifices indispensables, se dresse comme couronnement du magistral édifice la prévision solide et scientifique - et non le produit d'impatiences mystiques de penseurs impuissants - de la société sans Etat et sans contraintes, de l'économie fondée sur la satisfaction maximum des besoins de chacun de ses membres, de la liberté complète de l'homme, non comme individu, mais comme espèce vivant en solidarité dans l'assujettissement complet et rationnel des forces et des ressources de la nature.

A Lénine, nous devons donc la restauration de notre «programme», en plus de celle de notre critique du monde en général et du régime bourgeois en particulier, restaurations qui dans leur ensemble complètent l'élaboration théorique de l'idéologie propre au prolétariat moderne.

Où en est la crise capitaliste mondiale? (2)

Dans l'article précédent nous avons examiné l'évolution globale de la production de différents pays représentatifs, en suivant en particulier les chiffres de la production industrielle, non parce qu'ils résument toute l'activité économique d'un pays, mais parce qu'ils montrent les tendances et les cycles de celle-ci avec beaucoup plus de netteté que les autres indices fournis par la statistique bourgeoise, comme ceux très composites du PNB ou du PIB (Produit Nationale Brut, Produit Intérieur Brut). Il est intéressant de compléter cet examen en jetant un coup d'oeil à quelques produits particulièrement significatifs de la production capitaliste.

PRODUCTION D'ACIER

L'évolution de la production d'acier et un indice sûr de l'évolution de la production capitaliste ainsi que de l'évolution respective des différents Etats capitalistes les uns par rapport aux autres, comme nous avons eu l'occasion de le rappeler et de l'illustrer dans notre revue théorique (1). Nous ne reprendrons pas ici l'étude historique faite précédemment par le parti sur la production d'acier et sa signification au point de vue de l'émergence des grands colosses impérialistes; nous avons seu-

lement rassemblé dans le Tableau I les chiffres de la production mondiale et de celle des dix premiers producteurs mondiaux de 1992 à partir de 1974 date de l'éclatement de la première grande crise économique généralisée du capitalisme depuis la dernière guerre mondiale.

Cette crise (qui avait éclaté, rappelons-le, à la date précise annoncée par le parti près de vingt ans auparavant) a mis fin à trois décennies d'expansion économique presque ininterrompue - les fameuses «trente glorieuses» des économistes bourgeois.

des avions, des trains, des automobiles (en dépit du fait que le plastique remplace de plus en plus la tôle), de même que dans la fabrication des fers à béton, des conserves ou... des armements. C'est en fait le signe que l'un des ressorts les plus puissants de l'expansion économique est bel et bien en panne; selon le marxisme seules les destructions à grande échelle d'un nouveau conflit mondial pourront le faire fonctionner de façon durable en relançant un nouveau cycle d'accumulation capitaliste sur toute la planète. En attendant, comme nous l'avons rappelé dans l'article cité de «Programme Communiste», un redémarrage vigoureux de l'indice-acier ne pourra être provoqué que par l'approche d'un conflit mondial qui nécessite au préalable le remplissage rapide des gigantesques arsenaux des futurs belligérants: la stagnation actuelle est une indication supplémentaire que nous n'en sommes pas là aujourd'hui.

A la différence de la situation dans les pays capitalistes dominants, le tableau indique donc que la production capitaliste est en expansion constante dans un certain nombre de pays dits «périphériques». Nous pourrions y ajouter les progressions spectaculaires de Taïwan, de la Turquie, voir de l'Egypte ou de l'Iran. Cette expansion est causée le plus souvent par les besoins du marché intérieur (dans le cas de la Chine ces besoins dépassent largement les capacités de production locales, et comme nous l'avons déjà indiqué, les sidérurgistes du monde entier accourent à Pékin pour y vendre leur ferraille). Si l'on songe que la production par habitant est en Europe de 300 à 500 kgs par habitant contre 6 kgs en Chine et 2 kgs en Inde, on réalise qu'elle a dans ces pays une possibilité d'expansion phénoménale!

Mais bien avant qu'elle arrive aux niveaux où plafonne la production d'acier par habitant dans les grands impérialismes, le capitalisme mondial ne pourra pas ne pas connaître une série de crises, de guerres et de révolutions qui - c'est là une certitude que nous donne le marxisme - auront mis fin à sa course démente et à sa folie hyperproductive de plus en plus contraire aux besoins vitaux de l'espèce humaine.

PRODUCTION D'AUTOMOBILES

Le tableau II est celui de la production de véhicules particuliers (pour simplifier nous n'avons pas repris les chiffres des véhicules utilitaires, bien

qu'ils forment une part croissante de la production automobile totale). La production d'automobiles est à notre époque un secteur comparable à ce qu'était le secteur de la construction ferroviaire au siècle dernier: à la fois un moteur de l'activité économique qui fait travailler, outre ses propres établissements, la sidérurgie, l'industrie du raffinage pétrolier, la pétrochimie en général (les plastiques), l'industrie du pneumatique, le B.T.P., etc., sans compter tout un secteur des services depuis les assurances jusqu'aux... hôpitaux, qui renfloue les caisses de l'Etat, et un témoin fidèle des aléas de l'économie et des progrès de l'industrialisation. Les entreprises de l'automobile regroupent aussi une fraction importante de la classe ouvrière tant du point de vue numérique (il s'agit des plus grosses concentrations prolétariennes) que d'un point de vue «stratégique»: c'est dans l'automobile que la discipline de fabrique est en général la plus rigide, l'exploitation la plus poussée. C'est là que le patronat met d'abord en place ses nouveaux systèmes de production et d'exploitation (depuis le système Taylor et le travail à la chaîne autrefois jusqu'aux méthodes à la japonaise plus récentes: cercles de qualité, production en flux tendus, etc.) et de contrôle des travailleurs, avant de les étendre au reste de l'industrie. C'est là aussi que le patronat donne un exemple particulièrement significatif de la réalisation de plans économiques mondiaux intégrant dans un même ensemble productif des établissements dispersés aux quatre coins de la planète - ce qui est la démonstration pratique que la perspective communiste d'un plan économique mondial dans la société post-révolutionnaire n'a rien d'une utopie, mais est au contraire une exigence du développement même des forces productives.

C'est enfin dans le secteur de l'automobile, en raison aussi de ce que nous venons de dire, que les réactions et les luttes ouvrières peuvent le mieux prendre une résonance particulière et revêtir une importance décisive pour le combat quotidien de la classe au delà même des frontières géographiques.

Pour compléter ce tableau et donner une idée plus parlante de la crise du secteur nous pouvons donner le chiffre de la baisse des ventes sur le marché européen en 1993, année noire s'il en fût: -17% par rapport à 1992. Aux Etats-Unis, l'année 1991 avait vu la production de véhicules particuliers ramenée au niveau des années soixante...

(Suite en page 8)

Tableau 1 PRODUCTION D'ACIER (millions de tonnes)

PAYS	1974	1989	1990	1991	1992
Monde	703,6	782,7	769,8	736,5	721,2
U.S.A.	132,2	88,4	88,6	79,7	84,3
ex-URSS	136,2	160,0	154,4	132,6	115,2
Japon	117,1	107,9	110,3	109,6	98,1
Chine	24	61,4	67,2	70,5	80,2
RFA + RDA	59,3	48,8	43,9	42,1	39,7
Corée Sud	1,9	21,9	23,1	26	28,1
Italie	23,8	25,1	25,4	25,1	24,9
Brésil	7,5	26,1	20,5	22,6	23,9
Inde	6,7	12,7	14,9	17,1	18,1
France	27	18,6	19	18,4	17,9

Deux choses sautent immédiatement aux yeux: d'abord la quasi-stagnation des grands producteurs occidentaux et japonais, et ensuite l'émergence de nouveaux grands producteurs, insignifiants il y a vingt ans encore: la Corée, l'Inde, le Brésil, la Chine et autres produisent de l'acier en quantité sans cesse croissante, au point d'éjecter du classement des dix premiers l'ancien «atelier du monde», la Grande-Bretagne, avant de faire subir sous peu le même sort à la France.

Les Etats-Unis, l'Allemagne et les autres producteurs occidentaux y compris de rang plus modeste, à l'exception notable de l'Italie, n'ont jamais rejoint leur niveau historique de 1974, seul le Japon s'en étant rapproché au début des années quatre-vingt avant de retomber. L'URSS a atteint son maximum

historique en 1988 avec 163 millions de tonnes d'acier, dominant alors de façon écrasante tous les autres impérialismes: c'était pour mieux s'effondrer sous le poids d'une surproduction éphémère qui a fait les structures étatiques elles-mêmes. Par rapport à leur maximum, les productions étaient en 1992 en recul de 30% pour les pays de l'ex-URSS, de 36% aux USA, de 17% au Japon, de 33% en Allemagne et en France, de 27% en Grande-Bretagne. Pour les plus grandes puissances capitalistes, à l'exception de l'Italie (-2%), vingt ans après le coup d'arrêt de 1974-75, la crise de l'acier bat encore son plein.

Cette situation ne peut s'expliquer que très partiellement par le recours à d'autres matériaux de remplacement: l'acier reste irremplaçable ou dominant dans la fabrication des navires,

Où en est la crise capitaliste mondiale? (2)

(Suite de la page 7)

PAYS	1974	1989	1990	1991	1992	1993
Monde	25,8	35,5	37	35,5	34,7	33,6
USA	7,3	6,8	6	5,4	5,9	6,1
Japon	3,9	9	9,9	9,7	9,3	8,7
Allemagne	2,8	4,5	4,6	4,6	4,8	3,7
France	3	3,4	3,2	3,1	3,3	2,8
Italie	1,6	1,9	1,8	1,6	1,4	1,1

La plupart des grandes entreprises automobiles ont vu leurs bénéfices laisser place à des pertes: Renault, qui est un des rares constructeurs non japonais à ne pas avoir connu d'exercice déficitaire, a néanmoins vu ses profits diminuer de 72%. Les producteurs japonais ont eux aussi vu s'effondrer leurs profits. Au plan social les industriels allemands ont annoncé que 100.000 emplois devaient disparaître dans l'automobile et Volkswagen a instauré sa fameuse semaine de trente heures. En France Peugeot qui était passé à la journée de 10 heures à Poissy, l'a abandonné et a généralisé à l'ensemble du groupe les jours de chômage technique et les disparitions d'emploi. Ceci vaut aussi pour Renault qui comme son concurrent n'embauche pratiquement plus que des intérimaires pour pouvoir plus facilement adapter sa force de travail aux besoins du marché. La filiale commune aux deux constructeurs, Chausson, est promise à la fermeture en dépit de la résistance des travailleurs (résistance malheureusement dévoyée par les syndicats vers des actions spectaculaires sans lendemain «pour faire parler de la lutte» au lieu de rechercher la solidarité des autres travailleurs). En Espagne, outre SEAT (filiale de Volkswagen) qui veut faire disparaître des milliers d'emplois et demande en outre une aide substantielle des autorités (voir «Le Prol.» n°425), Suzuki veut fermer son usine de Linarès (2400 emplois), Nissan réduit son personnel, etc. En Italie des réductions d'emplois sont aussi prévus et la FIAT a fait avaliser ses desiderata par les syndicats. En Pologne les cent mille emplois

du secteur sont tous menacés. Aux Etats unis la seule General Motors a mis en application un plan pour faire disparaître plus de 70.000 emplois...

LE PROFIT, AME DU CAPITALISME

Le véritable baromètre qui révèle les hauts et bas de la santé du capitalisme, sa langueur ou au contraire son dynamisme, c'est la courbe des profits. Si nous nous reportons à la statistique des profits pour les grandes entreprises japonaises (à l'exception des banques et autres entreprises financières) (2), nous constatons que leurs bénéfices ont été en hausse régulière après la secousse consécutive à la hausse du yen en 1986 jusqu'en 1989 - année donc du maximum du cycle économique au Japon aussi. Puis le taux de profit ne cesse de descendre, de 9,5% en 1989 à 3,4% en 1993: une chute des deux-tiers en cinq ans!

Pour les Etats-Unis nous avons pour ce qui est des 900 plus grandes entreprises, tous secteurs confondus, une baisse des profits en 1989, 1990 et 1991 de respectivement: -19%, -12% et -19%; en 1989, forte reprise: +27% qui indique que le capitalisme américain est sorti de la crise (même si le prolétariat continue à la payer) (3).

L'évolution des rapports de force relatifs entre les grands centres impérialistes peut être constaté en examinant les flux de capitaux (investissements directs). L'affaiblissement relatif de l'impérialisme américain par rapport à ses concurrents y trouve une nouvelle illustration.

PAYS	1970	1980	1988	1989	1990	1991
USA	7,3	19,2	19,9	31,7	33,4	29,5
Japon	0,3	2,4	34,2	44,1	48	31,2
Allemagne	0,6	4	11,4	14,1	22,3	20,7
France	0,3	3,1	12,8	18,1	27,1	19,3
G.B.	1,1	11,3	37,1	35,2	20,8	17,3

A partir de 1991 la crise économique entraîne une réduction des investissements directs à l'étranger. Déjà lors de la crise économique de 1980-82, il y avait eu une forte réduction, avec les minimums suivants, en milliards de dollars: USA: 2,% (1982); Japon: 2,4 (1980); G.B.: 7,7 (1982); France: 2,8 (1982); RFA: 2,8 (1982). En 1970 les USA étaient de très loin le plus grand investisseur à l'étranger. A la fin des années 80 ils sont dépassés par le Japon alors que les pays européens ont fortement accru leurs exportations de capitaux. La Grande-Bretagne constitue un cas particulier: elle dispose d'un réseau financier hérité de sa splendeur passée dont le maintien signe le caractère plus usurier que proprement productif de cet impérialisme.

Les difficultés économiques des différents Etats sont à la racine de l'aggravation de la concurrence internationale, qu'il s'agisse de conflits commerciaux ou d'affrontements dans la sphère financière et tout particulièrement au niveau des monnaies. Au cours des dernières décennies l'économie des grands pays est devenue toujours plus liée aux marchés extérieurs, ce qui peut se mesurer à leur ouverture plus grande sur le marché mondial.

De 1962 à 1992 l'importance des exportations dans le Produit Intérieur Brut est passé pour les Etats-Unis de 3,7% à 8,5%; pour le Japon, de 8% à 9,2%; pour les pays européens de 14,2 à 21% (4). Il est facile de constater que les pays européens sont beaucoup plus tournés vers les marchés extérieurs que les Etats-Unis ou le Japon. Si nous

avons examiné les importations, la relativement faible ouverture du Japon aurait été plus manifeste encore, puisque l'importance des importations était plus faible en 1992 qu'en 1962: 6,3% contre 9,2%: le Japon sait protéger son marché intérieur. Mais dans le cas de l'Europe, il faut préciser que la plus grande partie du commerce se fait entre pays de cette même région, et ce d'une manière sans cesse croissante. Si nous excluons ce commerce intra-européen, nous n'avons plus pour les exportations que 5,4% (1962) et 6% (1992); pour les importations, respectivement 7,2% et 6,9%: non seulement les pays européens sont moins tournés vers le marché mondial que leurs concurrents nippon-américains, mais ils savent aussi protéger leur propre marché «intérieur» aussi bien que le Japon!

Or comme ce marché devient de plus en plus le plus grand de la planète, voilà la raison pour laquelle les Etats Unis insistent tellement pour la libéralisation du commerce international et pourquoi ils partent en guerre contre toute perspective de «forteresse européenne». Le succès relatif indéniable du bloc commercial européen l'expose à des pressions de plus en plus fortes pour le faire éclater, tandis que d'un autre côté des tentatives similaires de constitution de blocs économiques apparaissent, à commencer par les accords de libre-échange nord américains (ALENA). Les Etats Unis, despotes actuels du marché mondial comme la Grande Bretagne l'a autrefois été (bien qu'ils ne détiennent pas un pourcentage aussi important du commerce mondial que celui atteint un moment par leur devancière), utilisent toutes les armes à leur disposition, et notamment les armes financières pour faire exploser le *Système Monétaire Européen* et renvoyer en même temps aux calendes grecques le passage à la monnaie unique avec tout ce qu'elle impliquait d'intégration économique supplémentaire. Ils s'emploient aujourd'hui à faire plier le Japon en poussant le dollar à la baisse, ce qui a pour conséquence de rendre plus compétitives les marchandises américaines et d'asphyxier les exportations japonaises.

Lénine a souligné il y a longtemps que les affrontements financiers préfigurent les affrontements militaires inter-impérialistes. Les tempêtes actuelles qui secouent les marchés boursiers et les places financières sont l'annonce de batailles futures beaucoup plus meurtrières. Si elles ne peuvent dessiner les contours encore imprévisibles des alignements lors des conflits militaires de l'avenir, elles signalent en tout cas les lignes de faille du capitalisme mondial au moins autant que les guerres localisées qui sont de plus en plus nombreuses à éclater dans les régions minées par les effets destructifs de la crise capitaliste.

BOURGEOIS ET PROLETAIRES

La crise économique aiguë donc les antagonismes latents entre Etats, petits ou grands (ce qui ne veut pas dire que nous serions à la veille d'un troisième conflit mondial, pour lequel les conditions matérielles n'existent pas encore). Mais elle aiguë aussi les antagonismes entre les classes. Pour affronter la bataille commerciale avec les meilleures chances de succès, ou simplement pour résister à des concurrents pressants, chaque bourgeoisie doit d'abord attaquer sa propre classe ouvrière afin de lui extorquer des marges de profit suffisantes. La première crise économique générale de 1975 avait conduit les bourgeoisies à remettre en cause les réformes sociales qui, des décennies durant avaient huilé les mécanismes de la paix sociale tout en

régularisant l'activité économique par une intervention croissante de l'Etat. C'est surtout lors de la deuxième crise (1980-82) que commença le démantèlement en règle de «l'Etat providence» et le retrait de l'Etat de certaines activités économiques. Libéralisations, déréglementations, dénationalisations ont été la marque au plan économique des politiques Thatcheriennes ou Reaganiennes; au plan social c'était la chasse aux avantages acquis jugés intolérables, aux «rigidités» des travailleurs, au «pouvoir syndical»: l'heure était aux «contre-réformes», à une offensive anti-ouvrière sans précédent, même si au passage il fallait écraser les pieds des vieux larbins de l'opportunisme politique et syndical. Cette tendance irréversible s'est accentuée depuis le début de la crise actuelle, en s'appuyant notamment sur la pression croissante sur la classe ouvrière causée par la marée montante du chômage que les experts bourgeois les plus optimistes n'envisagent plus de voir refluer que de façon marginale.

Au cours des crises successives la classe ouvrière a vu se dégrader de façon continue sa situation, que ce soit sur le plan des salaires, du chômage, ou plus généralement de toutes ses conditions de vie et de travail (amputations croissantes du «salaire indirect», c'est-à-dire des prestations sociales en tout genre, retraites, etc.); les réglementations protectrices inscrites dans la loi sont les unes après les autres entamées, voire supprimées, partout aujourd'hui en Europe. La paupérisation croissante a fait réapparaître la grande pauvreté au coeur des grands Etats les plus riches de la planète: les estimations de la population vivant dans la misère sont de 8 millions pour la France, 9 millions en Grande-Bretagne, 1 million en Suisse, etc. Avec les anciens pays du bloc soviétique l'Europe des pauvres s'élèverait actuellement à 200 millions de personnes. Leur nombre serait de 33,5 millions aux Etats-Unis, où pour y faire face la grande ville portuaire de Baltimore vient de demander l'aide de l'Agence Internationale pour le Développement, organisation onusienne créée pour les pays les moins développés du «Tiers Monde»...

Et si cette dégradation croissante des conditions des travailleurs est accueillie par des réactions de colère encourageantes (grèves générales en Belgique et en Espagne, mouvements de colère en Italie, grèves en Allemagne et en France, etc.), il faut relever l'insuffisance de ces réactions qui ne sont pas à la hauteur de la détermination bourgeoise, et ne pas se faire d'illusions sur un réveil de la lutte de classe dans toute sa puissance à brève échéance.

La bourgeoisie prend grand soin de ne pas provoquer de conflits sociaux violents en imposant trop brutalement ses mesures. Elle peut encore se permettre d'utiliser la méthode douce, graduelle - en un mot démocratique - pour accroître peu à peu la pression, l'exploitation et la répression du prolétariat. Dans cette voie des pays sont même en retard: c'est le cas du Japon où le succès économiques ont jusqu'ici permis la préservation d'avantages solides pour une partie notable du prolétariat des grandes entreprises (alors que les prolétaires travaillant pour les petites entreprises connaissent depuis toujours des conditions bestiales à peine adoucies lors de la période d'expansion) ainsi qu'une rigidification du système économique qui freine désormais l'adaptation économique... C'est donc au Japon que les besoins de rattraper ce «retard» se font sentir de façon pressante et alimentent la crise politique en cours.

Il n'existe pas un mécanisme auto-

Où en est la crise capitaliste?

matique selon lequel toute crise économique et toute attaque contre la classe ouvrière provoquerait en retour la lutte prolétarienne. Les marxistes ont montré depuis longtemps que si dialectiquement l'offensive bourgeoise prépare les conditions objectives des luttes, elle a pour première conséquence, surtout en l'absence d'organisations de classe au sens véritable du mot, de provoquer le repli sur soi, la démoralisation, la crainte de se lancer dans la lutte jugée perdue d'avance. Cette réalité que nous avons souvent rappelée est confirmée empiriquement dans l'examen des courbes de grève au cours des dernières décennies: les crises ne s'accompagnent d'aucune poussée simultanée de grèves, qui se manifestent au contraire dans les phases d'expansion du cycle économique.

Nous n'attendons donc pas de la crise actuelle des effets miraculeux sur ce plan et le resurgissement du géant prolétarien. Nous en attendons plutôt un nouvel affaiblissement de l'ordre impérialiste, de ce statu-quo contre-révolutionnaire qui a déjà vu sombrer l'un de ses deux piliers sous les coups des crises précédentes: l'impérialisme soviétique et l'obstacle de première grandeur à une future vague révolutionnaire constitué par ce faux socialisme. Nous en attendons l'éclosion de conflits locaux, d'explosions sociales (y compris dans les métropoles impérialistes, à l'exemple de Los Angeles) et de mouvements de divers types contre tel ou tel aspect partiel de l'oppression bourgeoise - et donc aussi un blindage accru des démocraties bourgeoises et une recrudescence de fausses alternatives de toutes sortes pour canaliser ces réactions dans des impasses stériles, voire réactionnaires.

L'heure des affrontements décisifs n'a pas encore sonné et les réserves du capitalisme ne sont qu'à peine entamées. Mais dans les événements de la période prochaine, les militants prolétariens d'avant-garde devront apprendre à résister aux flots de la propagande bourgeoise et aux tentatives incessantes pour enrôler les travailleurs dans la guerre économique, dans l'union entre les classes que ce soit au nom de la démocratie ou au nom de la religion, au nom de la défense de l'économie ou sous la forme du racisme ou du corporatisme, dans les conflits nationalistes ou dans le soutien à son propre impérialisme y compris sous la forme de l'humanitarisme casqué. Ils devront apprendre à rester fidèle à la boussole classiste et à utiliser toutes les occasions pour jeter les bases et faire progresser l'organisation indépendante des prolétaires tout en travaillant pour la constitution du parti révolutionnaire de classe.

Car c'est là - et non dans un activisme sans principe toujours illusoire et finalement défaitiste - que réside la possibilité de pouvoir reconstituer demain à la chaleur des grandes luttes sociales le parti compact et puissant qui aura pour tâche de mener la classe ouvrière internationale à la bataille révolutionnaire finale.

(1) cf «La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et l'analyse marxiste», point 9, in «Programme Communiste» n°90.

(2) cf «Financial Times», 3/12/93. Les banques, elles aussi, ont vu diminuer depuis 5 ans leurs profits, notamment après l'effondrement boursier de Tokyo.

(3) cf «Corporate scoreboard» in «Business Week», différentes années.

(4) cf «Perspectives économiques de l'OCDE», juin 94

Correspondance

La Santé gangrenée par le capitalisme

Dans le domaine sanitaire comme partout ailleurs le capitalisme fait des ravages. Les travailleurs de ce secteur en sont les premières victimes. Face à la crise qui s'amplifie, le réformisme syndical et politique propose de soigner les conséquences de la vermine et par conséquence de mettre du mercurochrome sur une jambe de bois. Laisser le capitalisme en place, le soigner, l'assainir: voilà quel est le mortel idéal des aveugles qui croient stupidement aux utopies réformistes. A l'inverse le but des communistes révolutionnaires est, lui, réaliste: **éliminer la cause du mal, donc détruire le capitalisme.**

Un peu partout dans l'hexagone des mobilisations ont été organisées sous l'égide de la CFDT. Ainsi en Mayenne un rassemblement départemental a eu lieu à Laval fin février. Avant d'analyser les mots d'ordre syndicaux et de dénoncer l'impasse dans laquelle les travailleurs se sont laissés conduire, il est nécessaire de faire quelques réflexions rapides et non exhaustives sur ce que subissent les prolétaires en matière de santé.

LE CAPITALISME TUE LA SANTE

Le prolétariat voit ses conditions de vie et de travail se dégrader constamment et à vitesse accélérée:

- **Blocage des salaires, baisse du pouvoir d'achat.** Depuis belle lurette, l'échelle mobile des salaires a été abandonnée. Non seulement les salaires sont bloqués mais les charges progressent indéfiniment (secu, retraites, CSG, etc...)

- **Augmentation du chômage et chantage patronal.** Sans revenir sur le triste sort des 5 à 6 millions d'*«exclus»* (c'est-à-dire de ces prolétaires qui n'ont même pas la possibilité de se faire exploiter de façon «normale» et «régulière»), il est indispensable de dénoncer l'utilisation que fait la bourgeoisie de cette situation dont elle est responsable. Le chômage, fruit du capitalisme, est utilisé par les patrons pour faire pression sur les prolétaires qui ont encore un emploi: «Ne vous plaignez pas, vous êtes des privilégiés; vous avez de la chance; vous devez accepter des sacrifices; revendiquer est indécent; beaucoup de chômeurs aimeraient être à votre place; si vous n'êtes pas satisfaits, partez: il y en a 50 qui attendent à la porte». Le prolétaire doit donc accepter son exploitation et l'intensification de son esclavage.

- **Développement de la précarité.** CES (contrats emploi-solidarité), CEC (contrats emploi consolidé), CDD (contrats à durée déterminée), CIP, etc.: la panoplie bourgeoise est très fournie.

- **Dégradation des conditions de vie et de travail.** Cadences accélérées, flexibilité, salaire au mérite, introduction de méthodes de travail à la japonaise, tout est fait pour accroître l'intensité du travail et de l'exploitation.

Si l'on ajoute à ce terrible constat, la remise en cause de la retraite à 60 ans, l'allongement de la cotisation retraite à 160 trimestres, la multiplication des accidents du travail, la recrudescence des maladies professionnelles, le manque de structures collectives servant aux travailleurs (transports, crèches...), la conclusion est évidente:

Le capitalisme et l'exploitation qui en est le corollaire inévitable sont les

responsables de la dégradation et de la ruine de la santé de la classe ouvrière qui a de moins en moins les moyens de se soigner.

LES SOINS AU SERVICE DU PROFIT

Jusqu'à ces dernières années les soins étaient pris en charge à 75% par la Sécurité Sociale, alimentée par nos cotisations et par les charges qui constituent le «salaire différé» (c'est-à-dire la part des salaires qui n'est pas payée directement à chaque prolétaire mais est versée sous forme de prestations sociales). Le patronat, lui, (et il n'y a que les naïfs à être surpris), s'acquitte le plus souvent avec retard, ou pas du tout, de ses charges. Seuls les indécorables réformistes rêvent de faire payer ses dettes à la bourgeoisie au pouvoir; ils «oublient» que la société est divisée en classes et que l'exploitation est le moteur vital du capitalisme: pour les patrons, plus le versement de la part salariale sous forme de charges est «différé», plus ces charges sont réduites voire supprimées, et mieux c'est! Mais plus la bourgeoisie profite d'exonérations et plus les ouvriers doivent cotiser; et comme ce n'est pas encore suffisant nos exploiters appliquent l'équation suivante: **plus de cotisations = moins de remboursements.**

Le prolétaire doit donc restreindre ses besoins de soins, à moins d'augmenter encore (comme si c'était possible!) ses cotisations en souscrivant des assurances complémentaires. La classe exploitée est prisonnière du cercle vicieux capitaliste. Selon des statistiques officielles un français sur cinq a renoncé à des soins à cause de l'insuffisance des remboursements (les statistiques ne précisent pas à quelle classe il appartient, mais c'est facile à deviner), un sur 4 a renoncé à acheter des lunettes, deux sur cinq ont renoncé à des soins dentaires. Parmi les chômeurs un sur trois a diminué sa consommation médicale.

La bourgeoisie pressure donc au maximum le prolétaire. Néanmoins il serait faux d'en déduire qu'elle n'a que faire du bon état de marche de celui-ci. Bien au contraire elle a intérêt à ce qu'il soit en bonne santé sur son lieu d'exploitation; il lui faut donc tolérer que des efforts soient faits pour réparer les «machines humaines» qui peuvent être encore exploitables et rentables. Mais même dans ce cas, la voracité bourgeoise ne se dément pas: **il s'agit de remettre sur pied le plus rapidement et au moindre coût les esclaves salariés.** Quant aux autres travailleurs, les plus âgés, ceux qui ne pourront plus produire de la plus value, ceux qui sont usés, abîmés, esquinés par le travail, etc..., ils seront mis au rebut.

Bien sûr il y a la médecine des nantis et celle des pauvres; mais dans cette dernière un tri s'opère entre ceux qui peuvent encore être exploités et ceux que la bourgeoisie considère comme perdus à jamais pour le profit: pour le capitalisme il y a les réparables et les irrécupérables.

D'autre part, comme nous sommes dans une société basée sur le mercantilisme, la maladie est source de marchandises sur lesquelles la bourgeoisie se doit de faire des profits. L'exploitation du prolétaire se poursuit donc sur son lit de souffrance, qu'il soit public ou privé. Un exemple parmi

d'autres où le cynisme côtoie la cupidité bourgeoise: pour une hospitalisation le malade doit s'acquitter du *forfait journalier* (merci la gauche!). En ce qui concerne un prolétaire employé dans le cadre d'un CES, l'indemnité journalière touchée est inférieure au forfait payé à l'hôpital. **Ignoble!!**

Et dire que ceci a été l'oeuvre de partis prétendant représenter la classe ouvrière... Bande d'usurpateurs pourris!

PROLETAIRES SOIGNES ET SOIGNANTS: MEME EXPLOITATION

Il y a un étranglement du budget des hôpitaux (le taux directeur 94 est en baisse d'environ 1,8% par rapport à 93). Pour le personnel concerné, les mesures sociales nouvelles (accords Durafour, Evin, Durieux) non seulement sont inégalitaires mais en plus, elles ne sont pour ainsi dire pas budgétisées: les hôpitaux devront donc puiser dans le budget général; il faudra faire des économies supplémentaires: entre autres les **mensualités de remplacement seront réduites au maximum**, ce qui revient à dire que les travailleurs des hôpitaux (en excluant le corps médical et la hiérarchie) paieront les mesures nouvelles par une dégradation de leurs conditions de travail.

La suppression et le redéploiement de 22.000 lits entraîneront inévitablement des suppressions d'emplois et une aggravation des conditions de travail. A ce jour, alors que la mesure est «gelée», on revoit à la baisse l'amplitude des congés annuels estivaux: «on doit s'adapter aux besoins de l'entreprise»; on préconise l'étalement des congés sur toute l'année, de façon autoritaire (roulements imposés). Un certain nombre d'agents ne pourront prétendre bénéficier de leurs congés en même temps que leurs conjoints. On donne un pouvoir d'encadrement et de contrôle de plus en plus important à la hiérarchie qui, sans aucune hésitation, se vautre avec jouissance dans la gestion de la pénurie, avide qu'elle est de singler la bourgeoisie.

(...)

PREPARATION DE LA MANIFESTATION

La CFDT est à l'origine de l'appel à cette manifestation. Il faut dire que dans la Mayenne c'est le syndicat le mieux implanté dans le secteur sanitaire et social. Là où elle est présente, la CGT a rejoint la CFDT (CH Laval, CHS Mayenne, etc.).

A aucun moment il n'a été question de lutte. On a parlé d'action, de manifestation, de rassemblement. «*Nous en appelons à votre réflexion, à votre jugement, à votre action*», «*soutenez les actions*» sont quelques uns des slogans repris dans les tracts. **Il n'a jamais été question de faire appel à la solidarité ouvrière.** Nous sommes restés dans le corporatisme le plus crasse. Dans ce contexte il était bien sûr utopique d'envisager une lutte conséquente. Cette manifestation était marquée du sceau de l'interclassisme. Les tracts sont suffisamment évocateurs à ce sujet: «*Lavallois, Mayennais...*», «*Commerçants, actifs de tous horizons*», «*Quelle que soit votre activité, votre situation...*». La revendication

(Suite en page 10)

Le Congrès de la LCR, ou le résultat de la dégénérescence du trotskisme

La Ligue Communiste Révolutionnaire vient de confirmer lors de son congrès l'orientation suivie par cette organisation depuis de nombreuses années, celle de la «recomposition de la gauche» mais sous la forme plus précise d'une «confédération de la gauche critique (sic) et de l'écologie progressiste (re-sic!)». On sait que pour la LCR, l'heure n'est plus à la construction d'un parti révolutionnaire (l'a-t-elle jamais été?), que la distinction entre réforme et révolution n'est plus essentielle, car «à temps nouveaux, il faut un parti nouveau». Or les temps n'étant pas révolutionnaires, ce n'est plus à un parti révolutionnaire qu'il faut songer, mais à un parti réformiste (si nous suivons jusqu'au bout cette logique opportuniste d'adaptation aux courants dominants, faudrait-il construire un parti fasciste en période où dominent les fascistes?).

«La construction d'une nouvelle force est donc à l'ordre du jour. Elle n'aura pas un programme parfaitement ficelé et regroupera des courants et des générations qui n'auront pas les mêmes hypothèses stratégiques (!) pour se débarrasser de ce vieux monde insupportable, mais elle devra répondre à cette urgente nécessité de s'opposer aux méfaits quotidiens du capitalisme, de dresser un plan d'urgence et d'offrir un front de résistance face aux montées du racisme et du fascisme. Dans cette perspective le congrès de la LCR (...) soumet-il dès à présent, à la discussion de tous les courants et organisations disponibles un projet de reconstitution indépendant de la gauche traditionnelle, une confédération de ces forces?»

D'un côté des «hypothèses stratégiques», dont la caractéristique est évidemment d'être... hypothétiques, donc discutables et révisables, de l'autre «l'urgence» du quotidien (avec l'éternel alibi de «la montée du fascisme» à laquelle il faut quand même ajouter le racisme pour être plus crédible). Le vieux Berstein, figure emblématique de tous les déserteurs du marxisme et de la révolution, disait de façon plus expressive: «le mouvement est tout, le but final n'est rien». Autrement dit ce qui compte en fait, ce n'est pas la perspective du communisme qui passe par la révolution violente, l'instauration de la dictature prolétarienne et autres «hypothèses stratégiques», qui de toutes façons

risqueraient de froisser les écologistes progressistes et les gauches critiques; c'est la capacité «à favoriser la remobilisation des acteurs sociaux (sic! il ne faut surtout pas parler de classe ouvrière), l'action «ensemble lors des échéances importantes sur la base d'un accord sur les objectifs et les moyens»; exemple que cela est possible: «le rôle qu'a pu jouer l'évolution d'une partie des verts dans le succès d'«AC» (La marche contre le chômage, NdR), comme celle des oppositionnels du PCF, dans les ouvertures de certains militants de la CGT». Quelles sont donc ces futures échéances importantes?: «l'élection présidentielle constituera une échéance primordiale».

La boucle est bouclée; après avoir remis dans le placard des accessoires inutiles, tout ce qui peut faire songer au programme révolutionnaire, la LCR est libre de se livrer avec délices à toutes les fornications imaginables pour devenir enfin un acteur reconnu du théâtre politique bourgeois et de sa scène électorale!

Reste à savoir si elle trouvera un partenaire intéressé...

Et c'est bien cela qui chiffonne une partie de la LCR. Si l'on excepte la tendance «Démocratie et révolution» (au fond la plus cohérente puisqu'elle est tournée vers le P.S. plutôt que vers ceux qui rêvent de refaire le PSU), les autres tendances oppositionnelles (1) ne sont pas en désaccord avec l'orientation majoritaire, mais avec ses conséquences trop précipitées. En un mot, ils soupçonnent la majorité de vouloir brader la LCR contre un plat de lentilles. La preuve que les oppositionnels ne sont pas différents des majoritaires peut se démontrer, même à qui ne connaîtrait pas leur langage et leur pratique, par le fait qu'ils ont mené la bataille du congrès sur la question des élections présidentielles, en exigeant en farouches révolutionnaires, que la LCR se prépare à désigner son propre candidat...

Quelques trotskistes nous objecteront peut-être que nous sommes des «sectaires», des «dogmatiques» qui ne comprennent pas que pour toucher les masses il faut être «ouverts», «souples», «larges», ne pas reculer devant les manoeuvres.

Nous ne pourrions alors mieux répondre qu'en laissant la parole à Trotsky lui-même, répliquant aux staliniens: «Le mal, c'est que les épigones de la stratégie

bolchévique présentent aux jeunes partis communistes l'esprit de manoeuvre et la souplesse comme la quintessence de la stratégie. (...) Ce n'est pas la souplesse qui fut la caractéristique fondamentale du bolchévisme (à présent non plus elle ne doit pas l'être), c'est sa fermeté d'airain. C'est précisément cette qualité - dont il fut légitimement fier - que ses ennemis et ses adversaires lui reprochaient. Non pas «optimisme» béat, mais intransigeance, vigilance, défense révolutionnaire, lutte pour chaque pouce de son indépendance: voilà les traits essentiels du bolchévisme. C'est par là que doivent commencer les partis communistes d'occident et d'orient». Et aux communistes, Trotsky énonçait «la règle la plus importante, inébranlable et invariable»: «ne te permets jamais de fondre, de confondre ou d'entrelacer ton organisation de parti avec celle d'un autre parti, si «amicale» qu'il soit aujourd'hui. Ne te permets jamais des démarches qui, directement ou indirectement, ouvertement ou secrètement, subordonnent ton parti à d'autres partis ou aux organisations d'autres classes, qui limitent la liberté de ton action ou qui te rendent responsable, même partiellement, de la ligne de conduite d'autres partis. Ne te permets jamais de confondre ton drapeau avec les leurs, et à plus forte raison, cela va sans dire, de t'agenouiller devant la bannière des autres».

Même si Trotsky ne sut pas toujours rester fidèle à ce qu'il écrivit en 1928 («L'Internationale Communiste après Lénine», Tome 1, p. 254) il est impossible de douter de ce qu'aurait été son jugement vis-à-vis de ses disciples dégénérés reprenant, en les aggravant, toutes les attitudes qu'il combattait...

(1) La LCR est fière de sa «démocratie interne», calquée en fait sur les pratiques social-démocrates. La tendance «D. et R.» publie son propre organe; les fédérations appliquent leurs propres politiques (par exemple la fédération de Basse Normandie, aux mains des minoritaires, applique la ligne de la recherche d'un accord avec L.O.), les 2 plus grandes tendances ont chacune leur organisation de jeunesse: «RED» et les «JCR»...

Afrique du Sud

(Suite de la page 5)

(1) Parmi ceux-ci se trouvaient des envoyés de l'Etat algérien: on ne sait si c'était pour contrôler ou plutôt pour apprendre comment «arranger» un scrutin...

(2) Lors du passage à Paris du PDG d'une compagnie minière sud-africaine, l'ambassadeur de ce pays a déclaré qu'«à 7 jours des élections il pouvait déjà donner les résultats «qui ne sont pas inconnus»; ces élections aboutiront à un gouvernement d'union nationale, conformément aux accords conclus en décembre (...). «On est débarrassé du poids mort de l'apartheid. On pourra maintenant pénétrer les marchés internationaux sans obstacles politiques»». De son côté, le PDG voyait un danger dans le faible nombre de «noirs éduqués»: «Ceux qui étaient au sein des syndicats et qui ont permis que les négociations entre les sociétés minières et les salariés se déroulent dans le meilleur climat ont quitté ou vont quitter leur poste syndical pour s'occuper de politique» («Marchés Tropicaux» n°882): l'apartheid n'était certes pas le meilleur régime pour «éduquer» une couche suffisante de larbins syndicaux aux bienfaits de la collaboration des classes; ce sera aussi le rôle de la démocratie d'y arriver...

(3) Un million d'hectares de terres aurait également été accordé au roi des zoulous pour prix de la participation de l'Inkhata.

(4) «Financial Times», 25/5/94. Un des industriels les plus éminents déclare à propos des dirigeants de l'ANC: «Ils ressemblent chaque fois un peu plus à des conservateurs».

(5) Il s'agit du Workers List Party (WLP), regroupement constitué autour de la Workers Organization of South Africa (WOSA). La WOSA est liée à la IVe Internationale (Secrétariat Unifié) dont fait aussi partie la LCR française, mais le courant majoritaire de la IVe appelait à voter pour l'ANC. Un groupe dissident du WLP a fait une campagne autonome également pour un parti des travailleurs et est tout fier d'annoncer avoir eu 5000 voix après avoir distribué 15.000 tracts. Ses parrains anglais tiennent en première page de leur journal «Workers Press»: «Les élections sud-africaines ont été un pas en avant pour le trotskysme!». C'est toute la leçon politique qu'ils tirent des événements: Misère du crétinisme électoral!

L'organe de la LCR, «Rouge», lors du résultat des élections sud-africaines a consacré toute sa page de couverture à un portrait de Mandela levant le poing, avec un grand titre: «Liberté!». A l'intérieur on pouvait lire l'interview d'une militante trotskyste sud-africaine, dont nous ne résistons pas à citer quelques perles: «Dans l'ensemble le résultat du vote a été bien accepté. Il aurait été impossible d'expliquer aux gens que ce vote n'était pas crédible, qu'il fallait recommencer. Il y a eu un accord politique là-dessus, d'autant plus qu'en général on peut dire que le vote a été démocratique et, de plus, l'accord de gouvernement d'Unité Nationale était déjà passé» [donc ces élections n'étaient qu'une pure comédie]. «Le PRD doit être considéré dans son contexte. (...) Ce programme permet de résoudre les problèmes sociaux, des maisons pour tout le monde (1), l'électricité (1), un système de santé, l'éducation... Bien sûr il n'y a pas de garantie qu'il soit réalisé (11). De mon point de vue, ce programme est très important et nous devons l'utiliser pour obtenir de plus grandes réformes (?), pour demander des comptes à l'ANC», etc., etc. Qui pourrait soutenir que de tels militants sont des révolutionnaires, qui pourrait contester qu'ils contribuent de toutes leurs forces à tromper les prolétaires?

Correspondance La Santé gangrenée par le capitalisme

(Suite de la page 9)

principale consistait à revendiquer un système de santé performant. La demande d'une amélioration des conditions de travail existait mais semblait être secondaire. N'importe quel bourgeois pouvait se rassembler derrière les mots d'ordre de ce rassemblement.

Nous retrouvons la tromperie du bon service public contre le mauvais service privé. L'exploitation capitaliste existe dans les deux systèmes. Tout doit être fait pour réunir les prolétaires de ces deux secteurs. Plutôt que les diviser, il est indispensable de les réunir pour lutter vers un but commun: la fin de leur esclavage.

LA MANIFESTATION

Elle s'est déroulée dans la tradition réformiste: 400 manifestants (majoritairement du secteur hospitalier); discours; procession d'une heure dans les rues de Laval; réception d'une délégation intersyndicale par un

collaborateur du Préfet et un de la DDASS. Durée de la causerie (sans coin du feu): 2 heures. A la sortie, il ne restait plus qu'une poignée de manifestants.

Ce rassemblement n'a pas dérogé au classicisme habituel et à l'inefficacité entretenue; les bourgeois peuvent dormir sur leurs deux oreilles.

CONCLUSION

Là comme ailleurs les prolétaires ne pourront avancer efficacement que s'ils retrouvent le chemin de la lutte de classe. Aucune concession ne doit être faite à la bourgeoisie et à ses représentants au sein de la classe ouvrière. Le prolétariat ne se libérera de son servage que s'il supprime la cause de ses souffrances: le capitalisme. En se libérant de ses chaînes, après s'être regroupé autour de son parti de classe reconstitué, après avoir instauré la dictature du prolétariat sur les ruines du capitalisme, la classe ouvrière pourra jeter les bases d'une société sans classes, sans exploitation, sans frontières et où les souffrances physiques comme morales seront réduites à leur plus simple expression.

Cette société s'appelle le communisme.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 3e liste 1994

A.B.: 398,00 / Roger.: 600,00 / Marseille: 550,00 / Fontaine: 300,00 / A la fête: 46,00 / Bouches-du-Rhône: 35,00 / Marc: 450,00 / Total liste: 2379,00
Total 1994: 9438,00

IL COMUNISTA No 39 -Nov. 93/feb. 94

-L'ennesimo spettacolo osceno dell'elettoralismo
-Sulle nuove rappresentanze sindacali in fabbrica
-ELEFIAT: vertenza Fiat ed elezioni
-Il partito degli indecisi
Pruriti militaristi nel mondo
-Ricordando un compagno della vecchia guardia: Riccardo Salvador
-La questione della ripresa della lotta di classe del proletario e i compiti del comunista (parte 2*)
-A proposito di «epigonismo»... e di immacolata concezione